



VILLE DE  
CHOISY-LE-ROI

Place Gabriel péri  
94600 Choisy-le-Roi  
[www.choisyleroi.fr](http://www.choisyleroi.fr)  
☎ 01.48.92.44.44

# *Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du Mercredi 10 mai 2023*

---

Le dix mai deux mille vingt-trois à dix-neuf heures trente, le Conseil municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué à domicile par écrit le mardi 2 mai 2023, s'est réuni Salle du Conseil municipal – Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Tonino PANETTA, Maire.

## **Étaient présents :**

MM. PANETTA Tonino, OSTERMEYER Sushma, Marina BRULANT, Frédéric DRUART, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, Sabrina FONTAINE, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, LORES Monique, CHIRRANE El Arbi, FADLI Hafida, OMRANE Alain, Kristian BOLLE-DALLIAH, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, Damien DESROCHES, Catherine DESPRES, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONNE-MENGUE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, Nathalie LEMOINE.

## **Étaient représentés :**

M. ID ELOUALI Ali	mandat à Mme FONTAINE Sabrina
M. COELHO Vasco	mandat à M. Frédéric DRUART
M. Karim GARROUT	mandat à M. Walid SAYADI
Mme COHEN Rachel	mandat à Mme Amandine FRANCISOT
Mme DIMNET Jocelyne	mandat à M. Henrique MARQUES
M. BANCE Stéphane	mandat à M. BOLLE-DALLIAH Kristian
Mme BEZACE Mathilde	mandat à Mme Bénédicte HACHE
Mme OZCAN Canan	mandat à Mme Yamina LAJILI
Mme Mélisande MARTIN	mandat à Mme Lucie LANTERNIER
Mme Laura FOURNIER	mandat à Mme GAULIER Danièle

## **Étaient absents :**

Matthias FONDENEIGE  
Hacène HABI  
Malika BENKAHLA  
Sébastien HUTIN

**Secrétaire de séance :** Damien DESROCHES

## Sommaire

→ Désignation du secrétaire de séance .....	4
→ Appel.....	4
→ Approbation du compte rendu de la séance du 22 mars 2023.....	4
<b>DLC.....</b>	<b>4</b>
→ 1. Répartition de la subvention municipale aux associations locales et groupements locaux, année 2023 (première affectation).....	4
→ 2. Actions 2023 financées dans le cadre du contrat de ville Seine Amont Approbation des demandes de subvention.....	7
<b>RESSOURCES HUMAINES .....</b>	<b>13</b>
→ 3. Modification du tableau des effectifs du personnel communal .....	13
→ 4. Attribution de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des professeurs d'enseignement artistique chargés de direction .....	13
→ 5. Approbation de la convention portant adhésion au service social du travail du CIG .....	14
<b>CLSPD .....</b>	<b>15</b>
→ 6. Adhésion à l'association Raid Aventure Organisation.....	15
<b>TRANSITION ÉCOLOGIQUE .....</b>	<b>18</b>
→ 7. Approbation de la convention partenariale avec l'association Au fil de l'eau pour la reconduction d'un passeur de rives en 2023.....	18
→ 8. Approbation de la convention pour l'éducation au développement durable auprès du public scolaire avec le programme "École Dehors" pour l'année 2023 .....	19
<b>DGST .....</b>	<b>21</b>
→ 9. Approbation de la convention OLIVIA relative à l'utilisation de l'outil de coordination des chantiers entre la Ville et le Conseil départemental du Val-de-Marne ....	21
→ 10. Lancement d'une procédure de concession de service pour la mise à disposition et l'installation, l'entretien, la maintenance et l'exploitation commerciale de mobiliers urbains sur le territoire communal .....	22
<b>VIE INTERNATIONALE .....</b>	<b>24</b>
→ 11. Attribution d'une subvention dans le cadre des échanges entre les centres de secours de Choisy-le-Roi et Hennigsdorf .....	24
<b>TARIFICATION .....</b>	<b>25</b>
→ 12. Actualisation de la tarification des activités municipales annexées au PASAM (Pass pour l'Accès Solidaire aux Activités Municipales) à compter du 1 <sup>er</sup> septembre 2023.....	25
→ 13. Tarifs des concessions du cimetière à compter du 1 <sup>er</sup> juillet 2023 .....	28
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE.....</b>	<b>29</b>
→ 14. Adhésion de la commune de Chesnay Rocquencourt au SIFUREP .....	29

→ 15. Actions entreprises suite au rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes de l'Île-de-France (CRC).....	29
→ 16. Compte rendu des décisions L-2122-22 du Code général des collectivités territoriales .....	32
<b>QUESTIONS DIVERSES .....</b>	<b>32</b>

*La séance est ouverte à 19 h 40 sous la présidence de M. Tonino Panetta, Maire de Choisy-le-Roi.*

**M. le Maire :** Bonsoir chers collègues. Vous avez été convoqués dans les formes légales en séance du Conseil municipal de ce jour.

→ **Désignation du secrétaire de séance**

**M. le Maire :** Nous allons désigner un secrétaire de séance. Je vous propose Monsieur Damien Desroches qui a insisté tout à l'heure, s'il n'y a pas d'objections.

*(M. Desroches est désigné à l'unanimité secrétaire de séance.)*

→ **Appel**

**M. le Maire :** Je vais passer la parole de suite à M. Baranger, notre DGS, pour procéder à l'appel nominal.

**M. Baranger :** Bonsoir à toutes et à tous. Je vais procéder à l'appel nominal des élus du Conseil municipal.

*(M. Denis Baranger procède à l'appel.)*

→ **Approbation du compte rendu de la séance du 22 mars 2023**

**M. le Maire :** Merci, Monsieur Baranger. Y a-t-il des observations sur le procès-verbal de notre précédent Conseil du 22 mars 2023 ? Non, je n'en vois pas. Très bien.

Je vous rappelle, comme nous l'avons vu tout à l'heure, pour les présents, mais pour ceux qui n'étaient pas présents, qu'un Conseil extraordinaire aura lieu le vendredi 9 juin à 13 h 00, pour les élections des délégués supplémentaires et suppléants pour les sénatoriales de septembre.

Sans plus attendre, on peut aborder l'ordre du jour. Ce Conseil devrait être assez court et assez technique.

**DLC**

→ **1. Répartition de la subvention municipale aux associations locales et groupements locaux, année 2023 (première affectation)**

**M. le Maire :** Sur le point n°1, nous avons la répartition de la subvention municipale aux associations locales et groupements locaux. C'est une première affectation. Vous en avez la liste qui vous a été communiquée. Y a-t-il des questions ou des réflexions sur cette répartition ?

**M. Aoummis :** Bonsoir Monsieur le Maire. Chers collègues, je n'ai pas de remarque particulière, mais je suis très intéressé précisément par cette répartition qui fait état d'un certain nombre d'associations concernées

Juste un petit coup de cœur personnel concernant deux associations : la première c'est Atout Chœur. Cette association, au mois de mars, a fait aux Annonciades de Thiais à la fois

un stage et un concert qui a regroupé 200 choristes, et c'était exceptionnel ! Le deuxième coup de cœur, c'est l'Ensemble Polyphonique de Choisy et d'autres villes qui a réuni 1 300 choristes et qui prépare un concert de qualité au mois de juin.

C'est un petit coup de cœur par rapport à ces deux associations. Bien évidemment, toutes les associations sont méritantes et ont du mérite, mais ayant particulièrement participé aux activités de ces deux associations, je tenais à le dire. Merci.

**M. le Maire :** Merci, Monsieur AOUMMIS. Je partage vos remarques. Nous avons à faire à deux groupes très anciens et très présents sur notre ville, et qui donnent des spectacles de qualité pour la plus grande joie des Choisyennes et des Choisyens.

Y a-t-il d'autres remarques ? Non. Je peux procéder au vote ? Madame Desprès.

**Mme Desprès :** Comme d'habitude, Monsieur le Maire, je ne participerai pas au vote puisque je suis présidente de l'association Grain de Sel.

**M. le Maire :** Ah, très bien, merci de cette précision. Sinon, y a-t-il des votes ? Vous voulez la parole ? Allez-y.

**Intervenante :** Nous avons interrogé votre directeur de cabinet sur l'association qui s'appelle Solidarités Nouvelles pour le logement. Nous voulions connaître un peu cette association. Si vous pouviez nous en dire un peu plus.

**M. le Maire :** Monsieur Fondeneige, que j'excuse vraiment de tout cœur, est absent. Il en sait beaucoup plus que moi là-dessus, donc je le supplée dans cette présentation.

Cette association est là pour favoriser l'accès au logement, comme son nom l'indique. D'ailleurs, Monsieur Druart du logement le confirme, si tu en sais un peu plus sur des actions précises. Mais c'est une action qui s'inscrit dans nos politiques et surtout dans l'intérêt des Choisyennes et des Choisyens, puisque le logement reste quand même un gros souci pour la plupart des Choisyennes et des Choisyens, et même des Français et des Françaises. Cela reste quand même très préoccupant malgré tous les efforts qui sont fournis par les associations. Des efforts importants sont faits, mais il nous semblait positif de les aider.

**Mme Sasu :** Je suis navrée, j'avais oublié, je ne peux pas prendre part au vote non plus puisque je suis adhérente à « Choisy ta Coop ».

**M. le Maire :** Oui, alors s'il y a d'autres adhérents, il faut qu'ils se présentent. Non, une précision : adhérent à une association, vous pouvez voter. Il n'y a que si vous avez des fonctions au Conseil d'administration que vous ne pouvez pas, mais en tant qu'adhérent d'une association, vous pouvez prendre part au vote.

**M. Guillaud-Bataille :** C'est juste une petite précision, mais qui intéresse tous nos collègues. Les dernières dispositions légales prises sur les conflits d'intérêts sont particulièrement drastiques et particulièrement incompréhensibles même. On a eu une formation au Conseil régional de cinq heures, où les élus régionaux et parfois des maires, à la fin de cette présentation, en ressortaient en disant : « Alors plus personne ne peut plus rien voter ! ». Pour vous donner un exemple de jusqu'où cela va, c'est-à-dire qu'un conseiller régional qui serait délégué par le Conseil régional dans une mission locale n'aurait plus le droit de voter les subventions de la mission locale au Conseil régional, ou de voter en risquant un conflit d'intérêts. Il y a une loi qui est devenue extrêmement dure. Peut-être que là-dessus, il faut que les services de notre Ville soient très vigilants. Là, on ne parle pas de ne pas participer au vote, on parle d'un guide des déports.

**M. le Maire** : Oui déport, c'est le terme.

**M. Guillaud-Bataille** : Là-dessus, il faudra que l'on ait peut-être une formation pour les élus de notre Ville. Je vous avoue, pour avoir suivi les cinq heures de formation, que l'on en ressort en se disant qu'être élu c'est devoir se retirer de la vie publique. Ce qui, quand même, à un moment, devient complètement farfelu. Je ne pense pas que l'on vienne chercher des associations de Choisy-le-Roi, vu les montants dont on parle, mais il est possible que cela soit considéré comme un conflit d'intérêts. Même si pour ce qui est des vrais conflits d'intérêts, ce sont seulement les bureaux et les postes de dirigeants qui sont concernés directement et officiellement pour l'instant.

**M. le Maire** : Non, mais vous avez raison. Nous sommes constamment alertés. Cela devient de plus en plus compliqué. On n'ose plus toucher un crayon, certaines fois, on ne sait plus trop comment se positionner. La plus grande prudence est demandée aux élus, quitte à ne pas voter même s'ils avaient pu, tellement les choses prennent une tournure comme vous dites. Bientôt, il vaudra mieux ne plus s'en occuper puisque les risques vont devenir plus grands, même pour quelque chose de très mineur, il peut y avoir des conséquences très fâcheuses.

Effectivement, je retiens votre idée de faire une formation, et différentes formations qui s'adresseraient à tous les élus, bien sûr. Je vous suggère que les élus qui sont intéressés par ce type de formation se fassent connaître auprès de la Direction, et l'on peut monter cela. Je dis bien tous les élus du Conseil, les 43 conseillers. Oui, on fait cela effectivement, parce que cela devient de plus en plus compliqué.

J'ai une petite note un peu plus précise sur Solidarités Nouvelles pour le logement. Ils désirent contribuer au logement des personnes en précarité, entre une intermédiation locative et une gestion sociale. Il y a 7 femmes sur 14 membres, je suppose. Ils forment des bénévoles à Choisy-le-Roi. Ils font aussi de la sensibilisation auprès des familles sur les problèmes de pollution, de tri des déchets, d'économie d'énergie, de covoiturage qu'ils organisent. Bien sûr, ils participent au forum des associations Choisyennes, ils accompagnent des familles, notamment sur la rue Jules-Ferry, avenue d'Alfortville, et l'avenue Gambetta. Ils encadrent des bénévoles qui accompagnent des familles. Ils font des réunions mensuelles pour des groupes de bénévoles. Bien sûr, ils accueillent de nouveaux bénévoles. Ils recherchent des donateurs. Ils sont en recherche de logements disponibles sur la ville, y compris dans nos parcs privés, afin de loger les familles dans le besoin. Pour nous, rien que du positif.

Y a-t-il d'autres interventions sur ce sujet ? Non ? Y a-t-il des votes contre ? Je n'en vois pas. Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci à vous.

*Vote de la délibération n°1*

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, Marina BRULANT, Frédéric DRUART, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, Sabrina FONTAINE, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, Kristian BOLLE-DALLIAH, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, Damien DESROCHES, MARTIN Mélisande,

FOURNIER Laura, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, FOURNIAUD Martine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE-MENGUE Terence, Nathalie LEMOINE

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'a pas pris part au vote : DESPRES Catherine

*La délibération n°1 est adoptée à l'unanimité*

## → 2. Actions 2023 financées dans le cadre du contrat de ville Seine Amont Approbation des demandes de subvention

**M. le Maire** : Le point n°2, il s'agit du financement dans le cadre du contrat de ville Seine Amont de demandes de subvention. C'est le contrat de ville, donc Madame Sabrina Fontaine, en charge de cet aspect, va vous présenter cette délibération.

**Mme Fontaine** : Bonsoir Monsieur le Maire, bonsoir à toutes et à tous. Le contrat de ville a été approuvé par le Conseil municipal le 27 mai 2015, et signé le 10 juillet 2015. L'année prochaine, un prochain contrat de ville sera signé avec d'autres aspects.

L'unique quartier prioritaire choisi en retenue au titre de la géographie prioritaire de la politique de la ville, c'est le quartier sud, le quartier des Navigateurs.

Le contrat de ville décline les engagements des signataires quant à la mise en œuvre des moyens spécifiques dédiés aux quartiers prioritaires, ainsi que la mobilisation du droit commun sur ces mêmes quartiers. Grâce à ce partenariat, les actions sont menées collectivement et soutenues financièrement.

Les actions proposées répondent aux orientations définies dans le contrat de ville, et s'inscrivent dans l'une des thématiques de la nomenclature des interventions du BOP 147. C'est-à-dire : éducation, santé, parentalité, culture, lien social et citoyenneté, jeunesse, prévention et lutte contre les discriminations liées à l'origine et à l'adresse, emploi et développement économique, cadre de vie et renouvellement urbain.

Il y a aussi une attention particulière sur les projets qui s'inscrivent sur d'autres orientations plutôt nationales, des mobilisations nationales pour les habitants du quartier, comme l'accessibilité de l'emploi et le développement économique, soutenir l'accès aux soins des habitants du quartier, soutenir la réussite éducative, promouvoir la participation citoyenne des habitants, notamment aussi pour promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes. Ces actions peuvent être conduites soit par des services de la Ville, soit par des associations. Le tableau qui vous est présenté ci-dessous est transmis à titre d'information, dans la mesure où l'État a déjà validé l'ensemble des demandes qu'il y a. Sur le grand tableau, vous avez déjà tout ce qui a été validé.

Juste pour faire une toute petite précision, je ne vais pas être trop longue, au niveau de l'éducation, c'est pour un montant de 136 800 000 euros, avec notamment à l'intérieur le parcours personnalisé, c'est-à-dire le PRE, qui, je le rappelle, tous les ans, on arrive à maintenir la subvention vraiment grâce au travail qui est fait par le service de la Ville du PRE, et aussi par les associations qui les entourent, notamment le service enfance qui le met en place.

Au niveau de la santé, vous avez plusieurs actions pour un montant de 32 000 euros. Au niveau de la culture et expression artistique, vous avez 10 000 euros, le lien social citoyenneté et participation des habitants pour un montant de 50 000 euros, la lutte contre les discriminations, 23 000 euros, l'emploi, 22 000 euros. Vous avez également le cadre de vie et renouvellement urbain pour un montant de 6 000 euros. Cela fait une enveloppe globale de 279 800 euros.

Ensuite, vous avez le tableau lié aux actions associatives cofinancées en 2023 par l'enveloppe de la politique de la ville. Le service développement local et citoyenneté, DLC, dispose d'une ligne de crédit spécifique de 14 000 euros. Cette année, elle a augmenté. On va cofinancer des projets associatifs, ce sont des associations qui mènent des actions sur le QPV. Ce sont vraiment des associations qui toute l'année font des ateliers à l'intérieur du QPV, que l'on connaît très bien, et qui nous proposent soit de continuer leur projet, soit d'initier de nouveaux projets. Vous avez la répartition dans le tableau ci-dessous. Là, ce n'est que des associations, ce ne sont pas du tout les services de la Ville.

Si vous avez des questions sur la répartition, je vous écoute. Je vous remercie.

**M. le Maire :** Merci Madame Fontaine. Y a-t-il des observations ? Monsieur AOUMMIS.

**M. Aoummis :** Merci, Monsieur le Maire. Le contrat de ville dans le cadre de la politique de la Ville a pour but de réduire les écarts de développement entre quartiers au sein des villes. Il vise à restaurer les qualités républicaines, c'est important, dans les quartiers les plus pauvres, et à améliorer les conditions de vie de leurs habitants. Ces derniers subissent un chômage et un décrochage scolaire plus élevé qu'ailleurs, ainsi que des difficultés d'accès aux services et aux soins. D'où l'inclusion du quartier sud qui compte, selon les statistiques de 2018, 2 674 habitants, avec selon l'INSEE, un taux de pauvreté de 38 %, et un taux d'emploi de 50,8 %. Ce niveau est très défavorable comparativement au taux d'emploi de la commune qui est de 66 %. 50,8 et 66,3. Ce taux d'emploi dans le quartier sud est particulièrement préjudiciable aux femmes. Il est de 47,4 %. Sur l'ensemble de la commune, on voit bien que le taux est de 63 %, donc on est à 47 % et 63 %. On voit bien que du côté des femmes, cette inégalité est prégnante et porte préjudice, bien évidemment. Sachant d'autre part que la part de l'emploi précaire dans l'ensemble du quartier est de 13,6 %, alors qu'il est sur l'ensemble de la commune de 11,8 %. Vous voyez que le contrat de ville, la politique de la ville se justifie amplement par rapport à ce quartier.

Comme vous l'avez dit, chère collègue élue, les contrats de villes reposent sur trois piliers : la cohésion sociale, le développement de l'activité économique et l'emploi, le cadre de vie, le renouvellement urbain, avec un axe ou des axes transversaux qui sont la jeunesse, la lutte contre les discriminations, l'égalité homme-femme, et la laïcité également est inscrite dans le contrat de ville, ainsi que le développement durable. Les habitants sont incités ou invités à s'associer dans le cadre du Conseil citoyen pour prendre en main leur vie quotidienne et l'essor de leur quartier.

J'ai trois ou quatre questions. La première question est générale. Cette question s'adresse à Monsieur le Maire. Ce n'est pas que vous n'êtes pas en mesure de le faire, mais c'est une question qui n'épluche pas forcément ce quartier. C'est juste une question sur le devenir de ce quartier. Monsieur le Maire, à la suite de la rénovation nouvelle qui est en train de se mettre en place de manière très active, est-ce que ce quartier gardera à l'avenir les dispositions exceptionnelles en faveur des habitants ? Plus particulièrement, les exonérations d'impôts, tout ce qui est fiscal, particulièrement tout ce qui touche aux écoles, toutes les facilités, toutes les mesures d'accompagnement, est-ce que l'on est en mesure, Monsieur le Maire, de dire qu'à l'avenir, au regard du changement que connaît ce quartier, il



y a cette possibilité de dire que le quartier sud sera toujours inscrit dans le cadre de la politique de la ville et du contrat de ville ?

Ce qui me conduit à poser une deuxième question sur le devenir des quartiers en veille (Gabriel centre, Gabriel, Brossolette) qui sont des quartiers qui présentent quasiment les mêmes spécificités que le quartier sud. En réalité ce n'est pas un quartier, c'est trois quartiers qui souffrent des mêmes méfaits que le quartier sud. Ils n'ont pas été inclus par l'État dans le zonage, pour des raisons que l'on soupçonne être de l'ordre des finances et du budget, exactement. C'est éventuellement ma question. Clairement, est-ce que l'on est en mesure de se dire aujourd'hui que le quartier sud va garder ce label politique de la ville ? Si ce n'est pas le cas, est-ce que l'on est en mesure de se dire que l'on se battra pour ce quartier en veille : celui de Gabriel centre et Brossolette ? Ce sont mes deux premières questions. J'en ai quatre, donc je continue.

La troisième question concerne le Conseil citoyen. Je n'ai pas vu dans la délibération l'implication du Conseil citoyen. Qu'en est-il de ce Conseil citoyen quant à la mise en place des mesures qui sont financées et que l'on nous demande de voter aujourd'hui ? Je le voterai évidemment avec grand plaisir, il n'y a aucun problème par rapport à cela. Au regard du rôle du Conseil citoyen, donc un petit mot là-dessus, Madame, chère collègue élue, serait très bien.

Ma dernière question et la quatrième, je vois que dans la répartition est inscrite une somme de 4 500 euros pour l'association « Plus près des étoiles » des résidents des Hautes bornes, même pour les centres. Les Hautes bornes sont hors périmètre du quartier politique de la ville. Merci Monsieur le Maire.

**M. le Maire :** Je vais quand même donner la parole à Madame Fontaine qui pilote très bien cela et qui s'en occupe chaque jour.

Dans un cadre plus général par rapport à vos questions, vous savez que les quartiers dépendants de la politique de la ville, ce n'est pas la mairie qui les choisit. C'est l'État qui nous a imposé ce quartier. Oui, c'est justifié, mais cela s'est joué à très peu de choses sur des quartiers, ce que nous regrettons, comme Barbusse, La Dalle ou Gabriel. À mon sens, ce qui a fait la différence, c'est un pouvoir d'achat, d'après les explications qui nous ont été données, légèrement inférieur. Ce sont les explications de l'État.

**M. Aoummis :** C'est une entourloupe. On a appris à vivre ensemble.

**M. le Maire :** On le sait bien.

**Mme Fontaine :** C'est le salaire médian qui compte.

**M. le Maire :** C'est le salaire médian. Ce sont des décisions prises par des gens qui ne connaissent pas notre ville. Ils prennent des chiffres, les analysent, et en font des déductions.

À mon sens, et beaucoup sont d'accord avec moi, quand on voit ce qui se passe sur La Dalle, le quartier de la Gare, c'est là qu'il aurait fallu porter l'effort parce que tout n'est pas parfait aux Navigateurs. Mais il y avait un certain vivre ensemble qui faisait que ... D'ailleurs, certains habitants n'étaient pas pour cette rénovation qui a été acceptée avec le temps, qui se passe bien.

Pour répondre à votre question : qu'en sera-t-il de l'avenir ? Non, effectivement, si toute cette rénovation va à son terme, parce qu'il y a quand même quelques freins qui ne sont pas de

notre fait, et que tout se passe bien, ils sortiront de la politique de la ville. En effet, il y aura une plus grande mixité, avec, je crois, 47 % d'accession à la propriété. Cela remontera le pouvoir d'achat, ce qui va faire une plus grande mixité de vivre ensemble.

Il nous reste toujours aujourd'hui ce que nous recherchons par rapport aux logements sociaux qui ont été démolis sur les Navigateurs, et ils doivent être reconstitués ailleurs. Ce qui a été fait en partie. Il nous reste à ce jour 47 logements sociaux à reconstituer ailleurs. Figurez-vous que l'on modifie le PLU pour pouvoir faire de la construction de logements, puisque sur notre territoire T12, rien que sur le territoire, l'État demande la construction de 4 000 logements sur l'ensemble des 22 villes du territoire, 4 500 logements par an, dont 2 200 logements sociaux. Qu'avons-nous appris hier ? C'est notre modification du PLU qui nous permet de construire des logements sans bétonner. C'est une différence qu'il faut que les Choisyennes et les Choisyens comprennent. Ce n'est pas parce que l'on construit que l'on bétonne. On bétonne quand, par exemple, on ne respecte pas la pleine terre. Nous allons construire en ayant plus de végétalisation et 30 % de pleine terre. Nous avons été la première ville à adopter cela. Ils se sont battus à la Métropole pour l'adopter. Nous en étions ravis puisque nous avions de l'avance. Donc, que croyez-vous qu'il se soit passé, comme dans d'autres villes ? Il y a une incohérence totale entre ce que nous demande l'État et ses officines, la modification n°7 du PLU a été refusée. On doit la repasser, ce qui fait que cela gêne tous les projets que nous avons, notamment la reconstitution de ces 47 logements sociaux. Voilà où l'on en est aujourd'hui avec ce gouvernement.

En ce qui concerne Gabriel, Barbusse, et d'autres quartiers qui n'ont pas été retenus, qui sont dans une zone grise, qui devraient même passer dans la politique de la ville, mais il y a les problèmes de budget, donc je crois qu'on les laisse peut-être à la limite volontairement. Je ne sais pas, je ne vais pas faire de procès d'intention. Cela n'empêche pas la Ville d'agir, avec les jeunes, les moins jeunes et autres, les différents projets qui vont venir, certains d'ailleurs portés par Madame Fontaine, qui vont dans le sens de ce que vous dites. Bien que sur ce point-là, les moyens de l'État n'y sont pas mis, nous essayons avec nos possibilités d'y mettre des moyens.

Pour les autres questions, je vais laisser aussi Madame Fontaine vous répondre, notamment sur le Conseil citoyen. Voilà ce que je peux vous en dire.

**Mme Lajili :** Vous avez dit qu'il allait y avoir des projets qui allaient être portés dans la ville ?

**M. le Maire :** Je donne la parole à Madame Fontaine, puis vous demandez la parole.

**Mme Lajili :** Je prendrai la parole pour éclaircir les choses.

**Mme Fontaine :** Merci, Monsieur le Maire. Pour répondre à vos questions, au niveau du devenir du quartier sud pour le renouvellement urbain, effectivement vous avez totalement raison. L'objectif de mettre les quartiers en quartiers prioritaires, par rapport à l'ANRU, c'est au terme de renouvellement urbain et des modifications qui sortent du terme de quartier prioritaire de la ville. Effectivement, il y aura un quartier plus mixte. Les personnes ayant des revenus actuellement, on va dire faibles, forcément ils n'auront pas de plus grands revenus. L'intérêt, à ce jour, c'est que dans ce renouvellement urbain, le fait qu'aujourd'hui toutes les associations prennent vraiment leur place au niveau des actions, le but est de les soutenir un maximum pour qu'après le renouvellement urbain, cela puisse récupérer les actions et que l'on puisse accompagner, malgré tout, les gens même si ce ne sont plus des quartiers prioritaires, et qu'ils ne soient plus subventionnés parce que le nerf de la guerre, ce sont les subventions, que les associations actuelles puissent prendre de la force pour qu'elles puissent continuer à mener des actions sans les subventions de l'État en l'état actuel, notamment au niveau du BOP 147.

Après, par rapport au niveau scolaire, je pense que l'Éducation nationale est plutôt en zone REP et ZEP. Aussi, je pense que cela n'a pas d'influence trop par rapport au QPV parce qu'on a des REP et des ZEP ailleurs qu'aux quartiers prioritaires. Donc pour cela, je pense que ma collègue au niveau de l'enfance pourrait peut-être mieux répondre à cela.

Ensuite, le contrat de ville va changer. De ce que l'on a appris au niveau du nouveau contrat de ville, les quartiers de veille devraient disparaître. De toute façon, à ce jour, le quartier de veille, ce n'est qu'un nom parce que, concrètement, il n'y a pas de subventions dessus. Les réelles actions que l'on peut mener avec des subventions de l'État c'est sur le QPV. Le nombre de QPV ne changera pas. C'est-à-dire qu'il y en a 42 sur notre territoire, donc ils resteront en l'état. C'est-à-dire qu'il y en a qui sortiront grâce à l'ANRU, et il y en a qui rentreront, mais le nombre ne bougera pas. On va être honnêtes, je pense qu'à Choisy-le-Roi, ce sera compliqué de faire rentrer d'autres QPV. J'ai l'espoir, j'ai bon espoir que l'on puisse avoir d'autres quartiers prioritaires parce que c'est vraiment comme on dit, la politique de la ville c'est pour les trous dans la raquette au niveau de l'accès commun à tous, quand on a des problématiques de pouvoir s'en sortir un minimum. Cependant, il est vrai qu'il faudrait pouvoir le faire dans tous les quartiers qui nous posent à ce jour des problématiques parce que ce sont des quartiers où le revenu médian est le même quasiment qu'aux Navigateurs. Que ce soit Gabriel, que ce soit Barbusse, que ce soit à Mouloudji, mais pour être honnête, la cartographie, je pense qu'elle ne va pas évoluer dans ce sens-là. Après, il y aura peut-être d'autres dispositifs qui pourront nous permettre de d'éviter cette différence entre quartiers. Nous, nos actions aussi, bien sûr, la municipalité... Mais c'est vrai que le nerf de la guerre, ce sont toujours les subventions.

Au niveau du Conseil citoyen, je suis très contente parce que c'est vrai quand je suis arrivée en 2020, le Conseil citoyen au niveau des Navigateurs comptait à peu près quatre personnes, avec les associations, etc. Aujourd'hui, ils ont déposé une liste avec beaucoup de citoyens qui se sont mobilisés. En effet, le tissu associatif s'est remobilisé, donc c'est vrai que les bénévoles de ces associations communiquent plus entre eux et ils donnent une nouvelle dynamique. À ce jour, au niveau de la préfecture, la liste est vraiment beaucoup plus importante. Nous, en tant que Ville, et en tant qu'élus, on ne peut être qu'invités au Conseil citoyen. On n'a pas d'influence dessus. On peut apporter des réponses à leurs questions, mais on n'a pas du tout d'influence. On est invités, donc s'ils veulent que l'on vienne, on vient ; s'ils ne veulent pas, on est de loin. Cela étant, il y a toujours un représentant de la Ville qui y est au niveau des services, puisqu'il faut quand même pouvoir accompagner. Mais je suis quand même contente du fait qu'effectivement, les habitants ont pris conscience que c'était leur moment à eux de démocratie, qu'ils pouvaient s'exprimer dans ce Conseil citoyen, qu'ils pouvaient créer de nouveaux projets, qu'ils pouvaient voir tout ce qu'on leur proposait, et aussi par rapport à la TFPB et tous les ateliers qui sont proposés dessus. Les gens ont vraiment de très beaux projets qu'ils arrivent à mener à bien. C'est vraiment une belle dynamique.

Ensuite, en ce qui concerne l'association « Plus près des étoiles », effectivement, une association n'a pas besoin d'avoir son adresse sur le quartier prioritaire de la ville. En revanche, toutes les actions qui sont subventionnées ont comme cible les habitants des Navigateurs. Tous les projets qui sont présentés, cela peut être même des associations qui sont de la ville ou d'autres villes, par exemple « Lire pour Vivre », c'est d'Orly, pourtant on les finance puisque leur cœur de cible ce sont les Choisyens aussi, donc évidemment les gens du quartier prioritaire. Voilà pourquoi ils sont subventionnés à cette hauteur.

Je vous remercie.

**M. le Maire :** Merci Madame Fontaine. Effectivement, le nom va disparaître, mais les problèmes subsistent. Alors, on va coller un nouveau nom, etc., mais pour l'instant, c'est une coquille vide. Effectivement, tous les maires, quelle que soit leur étiquette, bien sûr, on est confrontés aux mêmes problèmes, parce que cela ne vaut pas qu'à Choisy-le-Roi. On doit tous porter derrière ces nouveaux noms, ce nouveau *naming* comme on dit dans le sport. Il y a quand même des subventions pour pouvoir nous aider à régler les problèmes qui sont peu ou prou les mêmes qu'ils ont décelés aux Navigateurs qui, pour ma part, étaient moins importants parce que c'était quand même décrié les Navigateurs, mais souvent on décrivait ce quartier d'une manière très exagérée, selon moi, puisque je connais bien quand même ce quartier. Je l'ai côtoyé assez longtemps, mais c'est ainsi. Bon, c'est l'État qui fait le choix. Y a-t-il d'autres interventions là-dessus ?

**Mme Lajili :** Juste une précision. Je reviens sur les actions portées par ma collègue, Madame Fontaine, dans d'autres quartiers, vous parlez de quelles actions ?

**M. le Maire :** J'ai dit qu'il y a des projets qui me sont proposés que lorsqu'ils seront mûrs dans le cadre de la politique de la ville et des délégations de chacun et de chacune. Il y a aussi un projet que je développe personnellement. Ils seront présentés d'abord aux élus. Lorsqu'ils seront mûrs et acceptés par tous, ils seront présentés au Conseil municipal. Pour l'instant, nous en sommes là.

Y a-t-il d'autres interventions sur ce sujet ? Non ? Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Je vous en remercie.

#### *Vote de la délibération n°2*

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, Marina BRULANT, Frédéric DRUART, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, Sabrina FONTAINE, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, Kristian BOLLE-DALLIAH, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, Damien DESROCHES, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE-MENGUE Terence, Nathalie LEMOINE

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'a pas pris part au vote :

*La délibération n°2 est adoptée à l'unanimité*

**M. le Maire :** Nous arrivons sur des points purement techniques.

## RESSOURCES HUMAINES

### → 3. Modification du tableau des effectifs du personnel communal

**M. le Maire :** Ce ne sont pas des créations de postes. Par exemple, pour le chargé de mission égalité femme-homme sur la politique de la ville, c'est juste un renouvellement. Cela concerne trois personnes. Il y a des évolutions au sein de la police municipale, notamment des gardiens brigadiers. Le poste est supprimé pour la création d'un cadre de brigadier-chef principal, donc il s'agit de la même personne. Ce sont juste des ajustements techniques. Tout vous est décrit dans la notice.

Avez-vous des observations sur cette délibération ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté, merci.

*Vote de la délibération n°3*

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, Marina BRULANT, Frédéric DRUART, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, Sabrina FONTAINE, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, Kristian BOLLE-DALLIAH, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, Damien DESROCHES, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE-MENGUE Terence, Nathalie LEMOINE

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'a pas pris part au vote :

*La délibération n°3 est adoptée à l'unanimité*

### → 4. Attribution de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des professeurs d'enseignement artistique chargés de direction

**M. le Maire :** Si l'on veut, c'est technique, mais cela concerne surtout les professeurs qui vont avoir une prime qui leur était attribuée, qui avait été votée le 26 mai 2010. Cela concerne le versement d'une indemnité forfaitaire pour des travaux supplémentaires aux agents titulaires stagiaires et contractuels relevant du cadre d'emplois des professeurs d'enseignement artistique et chargés d'exercer les fonctions de directeur d'un établissement d'enseignement artistique.

À l'époque, elle avait été limitée par individu. Cette indemnité était plafonnée à cinq fois le montant moyen annuel attaché à la catégorie dont relève l'agent.

Face aux difficultés de recrutements propres aujourd'hui à toutes les collectivités pour trouver des profils expérimentés, nous vous proposons de relever le montant individuel de cette indemnité à huit fois le montant moyen annuel attaché à la catégorie dont relève l'agent, au lieu de cinq fois qui était jusqu'à maintenant le plafond réglementaire en vigueur.

Cela nous permet de conserver les services d'agents compétents, et d'en trouver d'autres, dont nous avons besoin, qui soient compétents.

Cela fait partie des choses qu'une municipalité peut mettre en place pour attirer des agents, pour rendre plus attractive la fonction, en ce qui nous concerne, territoriale.

Y a-t-il des observations sur ce point ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci pour eux.

#### *Vote de la délibération n°4*

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, Marina BRULANT, Frédéric DRUART, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, Sabrina FONTAINE, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, Kristian BOLLE-DALLIAH, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, Damien DESROCHES, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE-MENGUE Terence, Nathalie LEMOINE

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°4 est adoptée à l'unanimité*

#### **→ 5. Approbation de la convention portant adhésion au service social du travail du CIG**

**M. le Maire :** C'est habituel aussi. C'est une information. Nous renouvelons cette convention à passer entre la collectivité et le CIG, qui vaut adhésion au service social géré par cet organisme qui nous permet, qui nous donne, qui met à disposition un assistant de service social recruté dans le cadre d'emplois des assistants sociaux éducatifs territoriaux, à raison de 47,70 % d'un temps complet. C'est un poste qui relève une grande importance, surtout aujourd'hui, à destination des agents de la Ville. Donc c'est un renouvellement.

Y a-t-il des observations sur cette délibération ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

#### *Vote de la délibération n°5*

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, Marina BRULANT, Frédéric DRUART, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, Sabrina FONTAINE, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE

Alain, BEZACE Mathilde, Kristian BOLLE-DALLIAH, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, Damien DESROCHES, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE-MENGUE Terence, Nathalie LEMOINE

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°5 est adoptée à l'unanimité*

## **CLSPD**

### **→ 6. Adhésion à l'association Raid Aventure Organisation**

**M. le Maire :** Nous arrivons maintenant au point n°6, adhésion à l'association « Raid Aventure Organisation ». L'association « Raid Aventure Organisation » a organisé une très belle journée au sein de nos quartiers qui a provoqué la rencontre de parents, d'adultes, de jeunes, avec des activités, qui a eu énormément de succès.

Aussi, nous désirons renouveler cette convention avec eux parce que, franchement, tout le monde a été surpris par la qualité des échanges, ceux qui y ont assisté, surtout après le dernier drame vécu, qui est encore tout frais dans nos mémoires. Des actions de ce genre pour apaiser les tensions sont nécessaires, et la compréhension entre les différents jeunes, et même les moins jeunes. Donc, nous vous demandons d'approuver cette adhésion et de continuer ce travail avec cette association.

Y a-t-il des remarques ? Monsieur Aoummis.

**M. Aoummis :** J'ai juste une question, Monsieur le Maire. La délibération concerne une action à venir ou une action qui a déjà eu lieu, le mois dernier, me semble-t-il ?

**M. le Maire :** C'est vrai qu'elle a eu lieu, mais c'est aussi pour pouvoir renouveler des actions de ce type avec eux au sein de cette convention.

**M. Aoummis :** Il m'a semblé que l'on n'avait pas voté quelque chose en direction de cette association précédemment ?

**M. le Maire :** Il me semble que cela avait été présenté.

*Brouhaha*

**M. le Maire :** Votre réflexion est juste parce qu'effectivement en parlant de 2023, vous savez que l'on peut faire des activités à la suite du succès de cette activité, nous désirons poursuivre avec eux. C'est pour cela que, maintenant, nous vous demandons d'approuver l'adhésion à cette association. Nous l'avons employée pour un *one shot*, pour une action journalière, on va parler français, qui nous a donné entière satisfaction. On veut aller plus loin, donc on adhère à cette association, qui nous présentera sûrement d'autres activités que l'on vous présentera.

**M. Aoummis** : Dans ce cas, Monsieur le Maire, c'est juste la rédaction de la notice qui n'est pas claire.

**M. le Maire** : Non, c'est d'autoriser la commune à adhérer à l'association « Raid Aventure Organisation ». C'est un montant annuel de 5 euros. On vous demande vraiment d'approuver l'adhésion. Il s'agit vraiment de l'adhésion. C'est ce qu'ils demandent : ils demandent aux communes participantes qui travaillent avec eux de faire cela. C'est plus symbolique qu'autre chose, mais bon. Comme on désire travailler avec eux dans le même esprit que ce qui a été fait dans cette journée de printemps, nous vous proposons d'approuver cette adhésion.

**M. Aoummis** : Indépendamment de cette question d'action passée ou à venir, je suis vraiment content que ce type d'initiative puisse avoir lieu. Il fut un temps où effectivement la police était présente parmi la population sur le temps du travail, mais aussi dans le cadre des activités sportives pour essayer de tisser du lien notamment entre les jeunes et la police. Depuis que l'ancien président Sarkozy a prophétisé que la police n'était pas là pour faire du social, mais pour la répression, ce type de lien s'est délité. Et je suis content de voir qu'il y a encore des associations de policiers qui œuvrent dans ce sens, dans le sens du lien et du vivre ensemble.

**M. le Maire** : C'est exactement cela, Monsieur Aoummis. J'ai oublié de préciser que ce sont des policiers qui sont à l'origine de cela. Pour être tout à fait précis, Monsieur Sarkozy avait dit que la police n'était pas là pour organiser des matchs de foot. J'étais en total désaccord avec lui. C'est pour cela que lorsque nous avons pris, avec mon équipe, la décision de créer une police municipale, nous voulons qu'elle remplace aussi avantageusement la police de proximité qui était utile et c'est ce qu'elle fait. Elle était très présente, puisqu'elle était présente ce jour-là, elle est présente dans les écoles. Je tiens à ce qu'il en soit ainsi. C'est un lien très important cette proximité avec la population.

Monsieur Guillaud-Bataille, vous avez demandé la parole ?

**M. Guillaud-Bataille** : Je n'ai pas d'opposition. Bien évidemment, je partage aussi bien les propos de Monsieur Aoummis que les vôtres sur cette idée que la police n'aurait pas vocation à entretenir du lien social. Je dirais même que c'est son cœur de métier avant tout.

D'ailleurs, pour m'intéresser depuis longtemps à cette question, on sait que de très nombreux policiers à ce jour souffrent du fait que l'on a dénaturé leur métier et que l'on ait enlevé cette mission de contact quotidien et détendu avec la population, de leur métier pour les axer, malheureusement, sur des actions bien souvent plus répressives ou plus de contrôle. Alors qu'eux, ils sont là pour protéger les gens et pour parler avec eux. C'est bien souvent la raison de leur vocation. Évidemment, tout ce qui peut concourir à cela est de bon augure. Évidemment 5 euros pour une adhésion, on ne va pas avoir un débat financier autour de cette table.

En revanche, peut-être suggérer qu'au-delà de cette adhésion, il puisse y avoir peut-être une construction avec cette association, vous dites vouloir faire appel à elle plus régulièrement, d'une convention, ou en tout cas de quelque chose qui définisse son activité afin de la rendre visible pour les Choisyennes et les Choisyens, puis évidemment pour les élus et les citoyens.

**M. le Maire** : Oui, bien sûr, c'est tout le sens de cette adhésion. C'est ce que nous allons faire avec le service médiation CLSPD, puisque ce sont eux qui ont organisé cette journée avec succès. Nous allons aller tout à fait dans ce sens. Je partage vos propos.



Y a-t-il d'autres interventions là-dessus ? Non.

**Mme Lajili :** Juste une intervention. On est d'accord quand même que l'on parle de tout public ? Comme je vois qu'il y a écrit : établir le dialogue entre la population en général.

**M. le Maire :** Oui, c'est ce que j'ai dit.

**Mme Lajili :** Oui, je sais.

**M. le Maire :** C'est jeune, moins jeune, senior.

**Mme Lajili :** Au moment de Choisy Infos, cela a été tourné, en parlant vraiment du public jeune. Donc est-ce que vraiment on était sur une action spécifique aux jeunes, ou on était sur place où l'action a été spécifique à tout public ?

**M. le Maire :** J'ai bien expliqué que c'était même...

**Mme Lajili :** J'ai entendu. Je ne parle pas de ce que vous voulez dire maintenant. Je parle de comment cela a été écrit sur Choisy Infos.

**M. le Maire :** Je n'ai pas en tête ce qui a été écrit dans Choisy Infos. Il faut que je relise le texte.

**Mme Lajili :** Je le lirai.

**M. le Maire :** Ils n'ont peut-être pas tout précisé, cela peut arriver. C'est pour cela qu'un conseil municipal est très utile parce que c'est là que se votent les choses et que les choses sont explicitées, donc cela paraît bien. Bien sûr, à tous les publics, le lien social, le lien humain que nous devons avoir, cela paraît à tout le monde, j'allais dire de 7 ans à 77 ans, et même au-delà, pour paraphraser un journal que j'aimais bien dans ma jeunesse. Donc c'est bien le cas. J'aimais bien Pif le chien.

*Rires*

**M. le Maire :** Bien. Y a-t-il toujours des interventions là-dessus ? Non ? Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté. Merci.

*Vote de la délibération n°6*

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, Marina BRULANT, Frédéric DRUART, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, Sabrina FONTAINE, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, Kristian BOLLE-DALLIAH, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, Damien DESROCHES, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE-MENGUE Terence, Nathalie LEMOINE

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°6 est adoptée à l'unanimité*

## **TRANSITION ÉCOLOGIQUE**

### **→ 7. Approbation de la convention partenariale avec l'association Au fil de l'eau pour la reconduction d'un passeur de rives en 2023**

**M. le Maire :** Nous en sommes au point n°7. Je vais passer la parole à M. BOLLE sur une approbation de la convention partenariale avec l'association Au fil de l'eau, bien connue chez nous. Cela fait maintenant un certain temps que nous travaillons ensemble.

**M. Bolle-Dalliah :** Merci M. le Maire, mes chers collègues, Choisyennes et Choisyens qui nous écoutez. Effectivement, je vous présente la saison 2023 du passeur de rives, le bateau, une navette qui permet de relier deux bords de la Seine et qui permet de le faire de manière douce et durable. Accessible aux piétons, aux poussettes, aux vélos, c'est un service qui plaît aux Choisyens.

C'est la seizième année que nous renouvelons et que nous demandons d'approuver cette convention. L'année dernière fut une année qui a confirmé un redynamisme et un renouveau de ce service puisque, sur 2022, nous avons réalisé la deuxième meilleure année depuis 16 ans. 16 années où ce bateau était en service, avec quand même des difficultés qui ont généré une participation un peu moindre que 2021, qui était l'année record. Difficultés liées à des travaux établis par le département sur les quais de Seine aux gondoles. Ce sont des travaux d'urgence qui ont dû être réalisés. Néanmoins, on a quand même obtenu plus de 6 000 personnes qui ont pris ce bateau en ayant le but de relier les deux bords de notre commune.

Ce que l'on vous propose, c'est de renouveler en 2023 parce qu'il fonctionne bien, et de continuer à accentuer la communication qui est faite dessus. La navette fonctionnera à partir du 24 mai, le mercredi après-midi, et elle ira jusqu'au 24 septembre le dimanche après-midi. Pour mémoire, elle fonctionne le mercredi, samedi et dimanche de 14 à 19 h 00, et elle est gratuite pour l'ensemble de nos concitoyens qu'ils soient Choisyens ou non, puisqu'il y a aussi des non-Choisyens qui prennent ce bateau.

Pour mémoire, cette navette est financée en partenariat avec le Département. Une chose quand même à observer, c'est que, cette année, la commune a réalisé un effort supplémentaire de 2 000 euros, pour se porter à hauteur de 11 000 euros au total, et le Département est resté sur ces 7 000 euros appliqués à la navette. Ce qui fait que le budget pour le passeur de rives 2023 est de 18 000 euros et de 16 000 pour le précédent. Pourquoi ? Vous le savez, l'association Au fil de l'Eau emploie des personnes en voie d'insertion professionnelle. Les difficultés conjoncturelles que nous connaissons tous nous ont fait penser qu'ils avaient besoin d'un coup de pouce, et ils nous ont sollicités. On a bien voulu évidemment le faire.

Donc voilà, je pense qu'il n'y aura pas de gros sujet de débat là-dessus. C'est un sujet et un projet sur lequel nous nous retrouvons, je le sais. Aussi, je vous propose de l'approuver tous ensemble. Merci à vous.

**M. le Maire :** Merci Monsieur BOLLE. Y a-t-il des interventions sur ce sujet ?

**Mme Sasu :** Je voudrais intervenir. Je vais revenir sur le plan de Raid Aventure. À titre personnel, il me semble que c'était une intervention d'activités d'escalade et autres, parcours pour l'activité et la prestation qui a été donnée. Il me semble que c'est pour le jeune public à partir de neuf ans, et je tenais à préciser que j'étais très heureuse. J'en ai fait part à Monsieur Julien Carayon et au chef de la police Rachid Benatta, parce qu'effectivement, passer par le sport et en présence de la police municipale, à titre personnel, j'ai vraiment apprécié. Même si je n'ai pas pu y participer, j'ai vraiment apprécié l'initiative. C'était la petite parenthèse en amont.

Pour le passeur de rives, tout simplement, je voulais préciser que j'ai emprunté ce bateau l'an dernier, je pense, et avec la présence d'un enfant et d'un formateur. Là aussi, j'ai l'impression que c'est un projet pluridisciplinaire qui commence à se développer, et j'en suis bien heureuse. C'était juste une petite intervention.

**M. le Maire :** Très bien, merci. D'autres interventions là-dessus ? On peut passer au vote. Y a-t-il des votes contre ? Non. Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

#### *Vote de la délibération n°7*

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, Marina BRULANT, Frédéric DRUART, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, Sabrina FONTAINE, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, Kristian BOLLE-DALLIAH, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, Damien DESROCHES, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE-MENGUE Terence, Nathalie LEMOINE

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°7 est adoptée à l'unanimité*

#### **→ 8. Approbation de la convention pour l'éducation au développement durable auprès du public scolaire avec le programme "École Dehors" pour l'année 2023**

**M. le Maire :** Le point n°8 : approbation de la convention pour l'éducation au développement durable auprès du public scolaire avec le programme « École Dehors » pour l'année 2023. C'est Madame Hache qui va nous présenter cette délibération.

**Mme Hache :** Oui, Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les élus, chers Choisyens, il s'agit ce soir comme l'an dernier, d'approuver la convention qui est la vie de l'association Nature et Société qui met en œuvre le programme « École Dehors » auprès des enfants des écoles publiques de la ville.

C'est donc un programme qui existe depuis plusieurs années maintenant et qui fonctionne bien. Il permet à des enfants de sortir du cadre scolaire, on va dire du cadre entre quatre

murs de la classe, pour aller faire l'école dehors et utiliser l'environnement comme un support pédagogique.

L'accompagnement de Nature et Société se traduit par l'intervention d'un animateur spécialisé en environnement pour des animations réparties en six demi-journées en extérieur auprès de huit classes cette année. Les ateliers auront tous lieu en extérieur, donc cela peut être dans des jardins partagés, dans des parcs de la ville, dans les quartiers, sur les bords de Seine. L'idée est vraiment la réappropriation de tous ces espaces par nos enfants. À l'automne prochain, des séances d'animation sont prévues à la semaine du développement durable.

Il s'agit d'une convention dont le montant s'élève à un peu plus de 16 000 euros et on vous demande de l'approuver.

**M. le Maire :** Merci, Madame Hache. Des questions ? Monsieur Aoummis.

**M. Aoummis :** Monsieur le Maire, évidemment c'est quelque chose qui est important pour notre ville, pour nos jeunes, pour nos élèves. J'interviens juste pour émettre un vœu. Puisque le tout marche bien avec Madame, ma chère collègue, il serait intéressant peut-être à l'avenir de nous présenter ou en tout cas de présenter au Conseil municipal un compte rendu des différentes activités, le nombre d'élèves, les écoles concernées, ainsi nous aurons l'occasion de partager collectivement la joie de quelque chose qui fonctionne très bien. Merci.

**Mme Hache :** En l'occurrence, pour l'année en cours, huit classes sont concernées, avec entre 20 et 24 élèves par classe pour cette année, et six demi-journées.

**M. le Maire :** Peut-être oui, pourrions-nous présenter les activités plus précisément, peut-être un exemple. Mais pas ce soir, mais oui, pourquoi pas ?

**Mme Hache :** Oui, on va le présenter pour le Conseil municipal prochain.

**M. le Maire :** Le week-end prochain ?

*Rires*

**M. le Maire :** Oui, non, mais bien sûr, cela fait plaisir de présenter les choses qui marchent. Il n'y a pas de problème. Très bien.

Y a-t-il d'autres observations là-dessus ? Non. On peut voter. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est approuvé. Merci.

*Vote de la délibération n°8*

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, Marina BRULANT, Frédéric DRUART, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, Sabrina FONTAINE, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, Kristian BOLLE-DALLIAH, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, Damien DESROCHES, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD

Martine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE-MENGUE Terence, Nathalie LEMOINE

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°8 est adoptée à l'unanimité*

## DGST

### → 9. Approbation de la convention OLIVIA relative à l'utilisation de l'outil de coordination des chantiers entre la Ville et le Conseil départemental du Val-de-Marne

**M. le Maire :** Nous arrivons au point 9. Je vais le présenter puisque Monsieur GARROUT a un empêchement. C'est purement technique. C'est l'approbation d'une convention OLIVIA relative à l'utilisation de l'outil de coordination des chantiers entre la Ville et le Conseil départemental du Val-de-Marne.

C'est un logiciel qui permet de mieux appréhender le suivi de chantiers et autres, etc. Beaucoup de villes s'en dotent, et c'est quand même une aide précieuse pour nos agents et nos services.

Y a-t-il des questions sur ce sujet ? Non. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

*Vote de la délibération n°9*

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, Marina BRULANT, Frédéric DRUART, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, Sabrina FONTAINE, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, Kristian BOLLE-DALLIAH, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, Damien DESROCHES, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE-MENGUE Terence, Nathalie LEMOINE

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°9 est adoptée à l'unanimité*

→ **10. Lancement d'une procédure de concession de service pour la mise à disposition et l'installation, l'entretien, la maintenance et l'exploitation commerciale de mobiliers urbains sur le territoire communal**

**M. le Maire** : Le point 10 : lancement d'une procédure de concession de service pour la mise à disposition et installation, l'entretien, la maintenance et l'exploitation commerciale de mobiliers urbains sur notre ville. C'est Madame Francisot qui nous présente la délibération.

**Mme Francisot** : Bonsoir chers collègues, chers Choisyens. Merci Monsieur le Maire. Aujourd'hui, la Ville souhaite se doter de nouveaux matériels, de nouveaux mobiliers urbains. À ce titre, on renouvelle les contrats de concession.

Ce contrat de concession concernera l'exploitation commerciale des abris voyageurs des usagers des transports en commun publicitaires, les mobiliers urbains de l'information municipale et publicitaire. Il concernera également, hors exploitation commerciale, les abris voyageurs des usagers des transports en commun non publicitaires, les mobiliers d'affichage administratif et d'affichage libre, les panneaux d'entrée de ville, et le plus important, je pense, les sanitaires publics à entretien automatique.

Cette concession se rémunérera en exploitant l'ensemble de cela pendant 18 ans. C'était la durée nécessaire pour obtenir les sanitaires. Voilà, je ne pense pas qu'il y ait plus à dire. C'était le plus important.

**M. le Maire** : C'est très bien dit, Madame Francisot. Y a-t-il des interventions ? Oui.

**M. Guillaud-Bataille** : Évidemment, c'est sans surprise. On connaît le fonctionnement dans toutes les communes, en tout cas de l'Île-de-France, sur le mobilier urbain. Peut-être pour ce qui est de notre ville, une carte qui pourrait intéresser les Choisyennes et les Choisyens, et je pense notamment aux parents d'élèves et aux enfants. Là, je ne parle vraiment que des publicités commerciales, comprenons-nous bien, c'est pour que l'on puisse nous dire où se trouvent les panneaux de publicités commerciales dans les périmètres des écoles et des établissements scolaires de notre ville. Peut-être pourrions-nous, je pense que c'est quelque chose qui se fait dans un certain nombre de villes, je trouve cela vertueux étant donné l'inflation publicitaire que nous vivons tous par les écrans dans la rue, en marchant, qui en devient presque de l'agression permanente visuelle, que nous puissions délimiter ensemble une zone, je dirais, sans publicité autour des écoles. Je pense notamment aux écoles et aux collèges de notre commune.

C'est une proposition que je souhaitais faire de travail. Je ne sais pas si cela a été envisagé, mais voilà. Je crois que c'est quelque chose d'important dans la société dans laquelle nous vivons, et vu l'inflation publicitaire permanente.

**M. le Maire** : Oui, effectivement, oui, cela a été fait, surtout avec le Territoire, parce que c'est eux qui ont la main *in fine* là-dessus. Nous avons dû, comment dire, parce qu'il y a un nouveau marché qui va être passé, il y a même moins de panneaux. À ma connaissance, je n'ai pas le souvenir qu'il y en ait à proximité de l'école. Je peux me tromper. Il va falloir que nous vérifiions, parce que je suis d'accord. Et je regrette infiniment la publicité peinte qui était bien moins agressive, et c'était quand même des artistes qui réalisaient cela, selon moi, par rapport à ces panneaux qui n'arrêtent pas de bondir et autre.

En revanche, sur les emplacements, nous n'avons pas totalement la main, parce que c'est le Territoire en matière de publicité et autres qui impose, qui voulait presque imposer aux élus. Nous avons bataillé et nous avons trouvé un compromis afin de pouvoir passer ce marché. Effectivement, cela a donc été fait. Mais oui, on peut toujours contrôler si quelque chose

nous a échappé, et je ne pense pas qu'il y en ait à proximité des écoles. Je ne pense pas, je les ai à peu près en tête. Nous vérifierons. Je suis d'accord que les écoles doivent rester des sanctuaires. Voilà, et pas que pour cette chose-là d'ailleurs, mais pour beaucoup de choses. Ce n'est pas pour rien que l'on ne doit pas tracter devant les écoles. Cela fait partie des choses que je respecte.

**Intervenant** : On n'est pas d'accord.

**M. le Maire** : On peut ne pas être d'accord, mais telle est la loi de toute façon.

**Intervenant** : Non, la loi c'est à l'intérieur.

**M. le Maire** : Ah, à l'intérieur. Oui, à l'intérieur, c'est strictement interdit, mais il est quand même recommandé à l'extérieur. Mais bon.

**Intervenante** : Devant ce n'est pas interdit. Devant, on tracte.

**M. le Maire** : Bon, on n'est pas en période électorale. Tout se passe bien. Chacun fera comme il voudra.

**Intervenant** : Monsieur le Maire, vous ne pouvez pas dire qu'il y a des endroits qui sont proscrits du débat public et d'échange entre les citoyens, quels que soient d'ailleurs ceux qui y participent, que ce soient des associations de parents d'élèves, des partis politiques, des syndicats, etc. Il ne peut pas y avoir d'espace public...

**M. le Maire** : Quand ce sont des informations pour des sorties, des associations.

**Intervenant** : Le débat public... Monsieur le Maire.

**M. le Maire** : On aura parmi les réunions publiques bien des débats comme hier soir. Il y avait eu un débat intéressant sur l'eau. Cela étant, chacun fait comme il l'entend.

Quand même, nous sommes d'accord sur le fait que ce serait bon que ces panneaux ne polluent pas les alentours des écoles, mais je crois qu'à Choisy-le-Roi ce n'est pas le cas, mais cela ne coûte rien de vérifier. Oui ?

**M. Chirrane** : Merci, Monsieur le Maire. Juste une question d'ordre technique : est-ce que les différentes installations comme les panneaux et autres éléments, dont on a eu connaissance maintenant, sont connectés au réseau électrique de la Ville, les panneaux fonctionnent aussi sur cette base ? Si oui, est-ce qu'ils ont été pensés pour être économes en énergie ?

**M. le Maire** : J'avoue que là, techniquement, à l'instant T, je n'ai pas la réponse. Je peux la poser au service. Je vais demander au DGS s'il a la réponse. Oui, ils sont alimentés. C'est le cas ?

**M. Baranger** : C'est le cas, et il y a des plages d'extinction obligatoires imposées par le RNPI et l'État.

**M. le Maire** : Non seulement c'est le cas, mais il y a aussi des plages d'extinction obligatoires et qui sont respectées effectivement. J'ai vu qu'à certaines heures ils n'étaient plus éclairés. Donc, c'est le cas.

Y a-t-il d'autres remarques sur ce point ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Bien, c'est voté. Merci.

*Vote de la délibération n°10*

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, Marina BRULANT, Frédéric DRUART, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, Sabrina FONTAINE, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, Kristian BOLLE-DALLIAH, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, Damien DESROCHES, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE-MENGUE Terence, Nathalie LEMOINE

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°10 est adoptée à l'unanimité*

## **VIE INTERNATIONALE**

### **→ 11. Attribution d'une subvention dans le cadre des échanges entre les centres de secours de Choisy-le-Roi et Hennigsdorf**

**M. le Maire** : C'est l'excellent Monsieur Desroches qui va nous présenter cette délibération.

**M. Desroches** : Merci beaucoup, Monsieur le Maire. Bonsoir tout le monde. Effectivement, c'est la tradition ici à Choisy de participer en versant une subvention à notre centre de pompiers. Ils ont des échanges très réguliers avec Hennigsdorf, qui est la ville allemande avec laquelle nous sommes jumelés. Effectivement, il y a eu les journées portes ouvertes les 5 et 6 mai. Pour des raisons administratives, c'est pour cela que l'on passe la délibération seulement maintenant.

On leur verse traditionnellement 500 euros ; et pour leurs frais de déplacement, ils nous ont sollicités pour demander un complément que nous avons accepté et qui sera de l'ordre de 400 euros, ce qui porte la subvention pour les pompiers de Choisy-le-Roi cette année à 900 euros. Il est demandé d'approuver cela ici même. Merci.

**M. le Maire** : Merci, Monsieur Desroches. Vraiment, nous avons été heureux de pouvoir aider nos pompiers à qui la Ville et d'autres villes, mais particulièrement Choisy-le-Roi, sont tant redevables au vu des événements de ces dernières années, de nombreux incendies. C'est quand même un minimum de pouvoir les aider et de rencontrer leurs confrères et d'échanger leurs savoirs, toujours au profit des citoyens de notre ville.

Y a-t-il des interventions sur ce point ?

**Mme Sasu** : Nous nous en félicitons.



**M. le Maire** : Très bien, merci. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté. Merci.

*Vote de la délibération n°11*

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, Marina BRULANT, Frédéric DRUART, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, Sabrina FONTAINE, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, Kristian BOLLE-DALLIAH, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, Damien DESROCHES, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE-MENGUE Terence, Nathalie LEMOINE

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°11 est adoptée à l'unanimité*

## TARIFICATION

→ **12. Actualisation de la tarification des activités municipales annexées au PASAM (Pass pour l'Accès Solidaire aux Activités Municipales) à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2023**

**M. le Maire** : Je vais redonner la parole à Madame Francisot pour le point n°12, actualisation de la tarification des activités municipales annexées au PASAM (Pass pour l'Accès Solidaire aux Activités Municipales), qui sera applicable au 1<sup>er</sup> septembre 2023, rentrée scolaire.

**Mme Francisot** : C'est cela. Merci, Monsieur le Maire. Vous avez déjà quasiment tout dit. Comme traditionnellement, on ne suit pas le rythme de l'inflation à Choisy-le-Roi, on applique uniquement 2 %, c'est quelque chose qui existe déjà.

Il faut noter cette année que l'on rajoute au conservatoire une cotisation forfaitaire de 70 euros pour les élèves en situation de handicap. Donc c'est quelque chose qui n'existait pas. À ce jour, on a des professeurs formés à recevoir des élèves en situation de handicap, donc on rajoute ce forfait.

Concernant la restauration municipale, comme nous avons changé de fournisseur, de prestataire, le prix du repas n'augmente pas, donc nous avons choisi de ne pas augmenter les tarifs de restauration scolaire cette année à Choisy-le-Roi. Puis, on ajoute à cela un tarif café de 50 centimes que nous avons voté au dernier Conseil, me semble-t-il, pour le restaurant municipal rue Robert Peary. On rajoute cela à la grille des tarifs tout simplement.

**M. le Maire** : Merci, Madame Francisot. Des remarques sur ce point ? Monsieur Guillaud-Bataille.

**M. Guillaud-Bataille** : Oui, Monsieur le Maire, chère collègue, peut-être pour relever malicieusement une imprécision dans la notice qui nous est attribuée, vous faites le choix, et nous nous en félicitons, de ne pas appliquer l'augmentation de 2 % sur les tarifs sur la cantine scolaire, mais vous vous sentez obligés de préciser que si vous étiez restés au SIRESCO, vous auriez été obligés d'augmenter de 30 centimes. Excusez-moi de relever le fait que cela ne soit pas tout à fait exact. C'est-à-dire que vous auriez pu faire le choix que ces 30 centimes soient assumés par les finances communales, de la même manière que vous faites le choix de ne pas appliquer l'augmentation de 2 % pour la cantine scolaire.

Voilà. Il n'y a pas péril en la demeure. Simplement, la politique c'est aussi de la communication. En l'occurrence, vous vous êtes fait plaisir sur cette délibération pour pouvoir communiquer, permettez-moi de le souligner pour les Choisyennes et les Choisyens.

**Mme Francisot** : Est-ce que je peux préciser quelque chose, Monsieur le Maire ?

**M. le Maire** : Oui, je vais vous redonner la parole. Je vais juste vous préciser une chose. C'est que la pertinence de vos propos est bien mise en défaut. En effet, lorsque nous étions au SIRESCO, oui, ils nous auraient augmentés comme toutes les communes y ont eu droit. Vous oubliez une chose, c'est que l'on a promis que le fait d'adhérer pour un temps à notre prestataire Elior, nous nous sommes engagés à ce que cela ne nous coûte pas plus cher, voire moins cher que ce que nous aurions payé au SIRESCO. Donc, c'est uniquement pour cela, pour respecter notre promesse, et pas du tout pour communiquer, c'est pour respecter notre promesse. Il faut bien qu'on le dise aux Choisyens quand même que l'on respecte notre promesse, qu'à ce jour, je pense même que le repas est moins cher qu'au SIRESCO, aujourd'hui. C'est uniquement cela la raison. C'est pour respecter ce que nous avons dit. Si nous étions restés au SIRESCO, il n'y aurait pas eu d'éléments comparatifs, nous n'aurions pas fait cette promesse. Mais nous avons fait cette promesse, donc nous la respectons. C'est pour cela que nous n'avons pas augmenté. Pour cela, nous avons besoin de recettes supplémentaires. Il n'y a pas que cela que l'on n'a pas augmenté. On n'a pas augmenté la part communale des impôts et nous ne le ferons jamais.

**Intervenante** : Si je vous comprends bien, Monsieur le Maire, si nous restons avec Elior, il n'y aura jamais d'augmentation de la restauration scolaire. Je vous pose la question.

**M. le Maire** : Tant que nous serons avec Elior, au pire, nous serons au même prix qu'avec le SIRESCO, et dans le meilleur des cas, en dessous. C'est ce que nous nous sommes engagés. Mais pour l'instant, il n'est pas question de rester, vous le savez bien, c'est une période transitoire.

J'en profite pour rétablir une vérité ici, lorsque l'ancienne majorité nous demande une ouverture, mais sans polémiquer parce que ce n'est pas l'ordre du jour, d'une cuisine centrale, quand même... quand même. Je veux bien que l'on fasse de la politique, mais qui s'est opposé ici même ? Qui a ferraillé avec cette ancienne majorité pour ne pas fermer la cuisine centrale ? C'est moi-même qui vous parle aujourd'hui. C'est vous qui avez décidé de fermer la cuisine centrale, et maintenant vous vous donnez comme objectif de nous rendre responsables qu'il n'y ait plus de cuisine centrale à Choisy-le-Roi.

Tout se passe bien, dans le respect, je m'en félicite. On continue comme cela. Toutefois, j'ai lu les tracts que vous envoyez... On récolte sûrement.

**Intervenante** : Non, puisque c'est délicat.

**M. le Maire :** Mais même devant les écoles, non, mais c'est pour cela que moi aussi je faisais un peu de pertinence. Je me doute bien que vous les avez donnés devant les écoles, mais quand même. Que vous ne soyez pas d'accord avec nos choix, très bien, mais oser nous faire passer pour ceux qui sont les anéantisateurs de la cuisine centrale, alors que c'est vous qui l'avez fermée, c'est quand même un comble, en toute amitié. Mais bon, nous aurons l'occasion d'en reparler.

Si vous avez des terrains à nous proposer pour faire une nouvelle cuisine centrale, nous sommes preneurs. La difficulté est là, parce que ce que l'on nous a laissé comme cuisine centrale, et surtout le SIRESCO qui n'a pas dépensé un centime dessus, elle est inutilisable. Ce serait plus cher d'essayer de remettre celle-ci en route. On a fait des analyses. Surtout avec les travaux du tramway, il y a de grosses difficultés d'écoulement que personne n'est capable de nous expliquer. Aussi, il vaut mieux faire une cuisine centrale neuve, mais il faut trouver le terrain. Quant au financement, il va falloir assumer parce qu'il n'y a pas de subventions pour une cuisine centrale. Voilà, mais bon.

Y a-t-il d'autres interventions ?

**M. Essonne-Mengue :** Merci Monsieur le Maire. Juste une question : comment pouvez-vous affirmer qu'à ce jour, le prix du repas est inférieur à ce qu'il était dans la mesure où le paiement des parents est soumis au quotient familial ?

**M. le Maire :** Parce que d'une manière générale, à quotient égal, nous nous sommes renseignés auprès d'autres communes qui sont restées au SIRESCO, et ils ont augmenté leurs prix d'une manière très importante. Ils y sont contraints. Oui, j'avais oublié que Madame Francisot allait vous apporter des précisions. Excusez-moi, allez-y.

**Mme Francisot :** Effectivement, il y a le quotient familial, c'est un paiement juste et équitable, on va dire, en fonction des moyens de chacun. En revanche, la collectivité paie tout de même une somme. Cette année, le repas aurait coûté entre 15 et 30 centimes de plus par enfant si nous étions restés au SIRESCO. Naturellement, on aurait continué comme chaque année à opérer une augmentation de 2 %. Cela fait que même au quotient, cela fait une augmentation plus importante pour chaque parent. La Ville paie un forfait, et les parents ne mettent qu'une participation à ce forfait. En réalité, ce que donnent les parents ne comble pas la dépense que la Ville a.

**Intervenant :** Après, ce sont des choix positifs.

**Mme Francisot :** Nous avons toujours fait la tarification, donc on continue ce qu'il se faisait déjà très justement. On n'y a rien changé.

**M. le Maire :** Y a-t-il d'autres interventions ? Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté. Je vous en remercie.

*Vote de la délibération n°12*

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, Marina BRULANT, Frédéric DRUART, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, Sabrina FONTAINE, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, Kristian BOLLE-DALLIAH, CHALBI Yacin, BOURVEN

Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, Damien DESROCHES, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE-MENGUE Terence, Nathalie LEMOINE

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°12 est adoptée à l'unanimité*

### → 13. Tarifs des concessions du cimetière à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023

**M. le Maire** : Nous arrivons maintenant au point n°13, tarifs des concessions du cimetière à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023. Je redonne la parole à Madame Francisot.

**Mme Francisot** : Excusez-moi deux minutes. J'avais déjà oublié ce sujet. Effectivement, en 2009, il y a eu la dernière revalorisation du service des concessions du cimetière municipal. Depuis 2009, comme tout le monde le sait, il y a eu aussi une évolution, une inflation des prix en tous genres. Cette année, nous décidons d'appliquer également aux tarifs des concessions cette augmentation de 2 % tout simplement. Ce qui est très peu comme inflation sur plus de 10 ans, puisque cela date de 2009.

**Intervenant** : Ce n'est pas présentable ?

**Mme Francisot** : Cela dépend du chiffre. Je ne sais pas. Avant, par exemple, pour un enfant de 10 ans, c'était 108 euros et, aujourd'hui, pour un enfant de 10 ans, c'est 111 euros. C'est 3 euros.

**M. le Maire** : Tous ces ajustements pour les services rendus à la population sont très minimes et bien en dessous de ce qu'appliquent la plupart d'autres communes. Bien sûr, ils sont absolument nécessaires parce que sinon ce serait des déficits que nous aurions au bout de 10 ans si nous ne réajustions pas *a minima*, ce qu'il s'est toujours fait auparavant. C'est une obligation ces tarifs, bien sûr.

Des interventions ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté. Merci.

*Vote de la délibération n°13*

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, Marina BRULANT, Frédéric DRUART, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, Sabrina FONTAINE, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, Kristian BOLLE-DALLIAH, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, Damien DESROCHES, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE-MENGUE Terence, Nathalie LEMOINE

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°13 est adoptée à l'unanimité*

## **ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

### **→ 14. Adhésion de la commune de Chesnay Rocquencourt au SIFUREP**

**M. le Maire :** Comme le veut une certaine tradition, nous ne nous immisçons pas dans le choix des communes voisines, partenaires ou pas. Chaque commune approuve les décisions qui sont prises en leur sein. C'est ce qui se fait et qui est pratiqué par toutes les communes qui adhèrent à un syndicat. Nous respectons le choix de chacune des communes.

Y a-t-il des interventions sur ce point qui est tout simple ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté. Merci.

*Vote de la délibération n°14*

Ont voté pour :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, Marina BRULANT, Frédéric DRUART, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, Sabrina FONTAINE, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, BEZACE Mathilde, Kristian BOLLE-DALLIAH, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, LANTERNIER Lucie, OZCAN Canan, Damien DESROCHES, MARTIN Mélisande, FOURNIER Laura, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, DESPRES Catherine, FOURNIAUD Martine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, ESSONNE-MENGUE Terence, Nathalie LEMOINE

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°14 est adoptée à l'unanimité*

### **→ 15. Actions entreprises suite au rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes de l'Île-de-France (CRC)**

**M. le Maire :** Effectivement, lors du contrôle de la Chambre Régionale des Comptes, un certain nombre de demandes nous avaient été faites, auxquelles il faut répondre, il faut mettre un plan en action. D'ailleurs, ce rapport nous a été présenté le 18 mai 2022.

L'Article 243-9 du Code de juridiction financière dispose que : « Dans un délai d'un an à compter de la présentation du rapport d'observations définitives à l'assemblée délibérante... », c'est-à-dire nous, « l'ordonnateur de la collectivité territoriale présente dans

un rapport devant cette même assemblée les actions entreprises à la suite des observations de la Chambre Régionale des Comptes ». Ce rapport est d'ailleurs communiqué à la Chambre Régionale des Comptes qui fait une synthèse annuelle des rapports qui lui sont communiqués. Il nous est fait obligation de présenter, un an après, un rapport sur les actions entreprises par la commune, à la suite des recommandations de la Chambre Régionale des Comptes. Il nous est demandé de bien vouloir prendre acte de la présentation du rapport des actions entreprises après les observations de la Chambre Régionale des Comptes d'Île-de-France.

Il y avait des recommandations de régularité. Ce rapport comprend quatre recommandations de régularité et quatre recommandations de performance. C'est un peu fastidieux, mais soit je vous les lis, soit vous les avez.

Cette présentation amène-t-elle des remarques ? Avez-vous des questions sur ce qui vous est proposé sur nos réponses à la Cour Régionale des Comptes qui englobaient pour 3/4 la gestion de l'ancienne majorité, une toute petite partie de la nôtre, celle qui a été plébiscitée ? Non, je plaisante.

*Rires*

**M. le Maire :** Il y a eu quelques recommandations un peu désagréables, mais rien de dramatique. Cela nous a permis de présenter une réponse qui tient la route et qui donne satisfaction, mais si vous avez des questions ... Non ? Monsieur Essonne-Mengue.

**M. Essonne-Mengue :** J'ai une remarque. C'est de nous satisfaire de vous entendre dire que ces remarques sont minimales au regard du discours que vous avez tenu en son temps lorsqu'il s'est agi effectivement de cette évaluation.

**M. le Maire :** Je n'ai pas dit qu'ils étaient minimales. J'ai dit qu'il y en avait qui étaient quand même un peu durs, mais j'ai dit qu'il n'y avait rien de dramatique, sinon nous ne serions pas ici. En son temps, Monsieur Essonne-Mengue, vous n'étiez pas là. Ce n'est pas tant la gestion de la Ville que j'attaquais, mais ses choix. Les personnes qui étaient là ici en sont présentes et il y a une différence. La gestion de la Ville, je l'ai dit, a été relativement saine. Donc rien de dramatique, mais mes observations, lorsque j'étais à votre place dans l'opposition, portaient sur les choix de la Ville. Par exemple, comme je l'ai rappelé tout à l'heure, la fermeture de la cantine centrale : oui, on m'a entendu là. J'ai ferraillé très fort. Je me suis senti bien esoulé.

Contre le choix de ce tramway, par exemple, on m'a fait dire que j'étais contre le tramway. Je n'ai jamais été contre le tramway, j'ai été contre ce choix de tramway. Il y a d'autres choix plus avantageux, comme la ville de Belfort l'a choisi, qui fait le double de population de la nôtre. Ils ont fait un tramway sur pneus. On aurait pu sauver les 80 arbres abattus qui avaient 70 ans, et éviter les accidents qu'il y a actuellement, éviter qu'il n'y ait plus qu'une seule voie pour descendre sur Orly, là où il n'y avait jamais d'embouteillage et où aujourd'hui, il n'y a que des embouteillages.

Quelques exemples, c'est là-dessus que je ferraillais : le désaccord sur des choix qui sont faits. Après, c'est toute la démocratie, c'est juste une vision que l'on a pour notre ville, différente, mais aussi de nombreux points comme vous aujourd'hui. Je me suis vu voter, à certains conseils municipaux, 80 % à 100 % des décisions qui étaient prises parce que cela allait dans le sens de l'intérêt général, et lorsque les bonnes choses ont été faites dans la ville, je l'ai toujours dit, sinon je n'y serais pas resté 62 ans. On a des différences d'appréciation de cap pour notre ville. C'est tout.

Oui, Monsieur Guillaud-Bataille.

**M. Guillaud-Bataille :** Je veux juste souligner que la Chambre Régionale des Comptes a fait un rapport, pour en avoir compulsé un certain nombre sur d'autres activités et de diverses tailles, il n'est pas, je dirais, dans les plus virulents. Le rapport qui concerne Choisy-le-Roi est loin d'être dans les plus virulents qu'ait pu rendre la Chambre Régionale des Comptes. Comme toujours, elle fait des recommandations et des conseils sur la gestion. Je veux saluer le travail des services, et je pense que vous le faites aussi, Monsieur le Maire, c'est qu'ils sont face à une évolution tellement permanente du droit, des conditions dans lesquelles ils doivent exercer leurs missions, etc., qu'il est vrai que, parfois, il y a une évolution qui est ratée ou qui n'est pas faite en temps et en heure. La Chambre Régionale des Comptes rappelle à l'ordre sur ce genre d'évolution qui a pu être mal appréciée parfois. C'est vrai dans les collectivités de tout temps.

Je voulais souligner cela, parce qu'évidemment un des aspects de la Chambre Régionale des Comptes, c'est qu'elle est aussi dans l'accompagnement de la gestion. Encore que... Mais là, cela nous emmènerait sur un autre débat, mais qu'il faudra bien avoir, je pense, dans notre pays un jour, c'est que ces diverses Chambres Régionales des Comptes, tout ce système de contrôle des comptes, sous couvert d'application de réglementations et de lois, orientent parfois, condamnent des politiques et des choix politiques. Cela pose une vraie question. En effet, il y a des choix qui sont différents sur lesquels nous pouvons ferrailer. Il y a la loi et le respect de la loi, et les deniers publics auxquels nous sommes toutes et tous attachés. Mais, parfois, la réglementation vient interdire des choix politiques qui seraient défendables, mais cela nous ouvrirait, je crois, sur un autre débat. Voilà pour ce qui concerne la gestion de notre commune. Je pense que vous vous en étiez, d'ailleurs, félicité. Les conditions sont créées en tout cas pour que les équipes, qui prennent la direction de cette Ville après le choix des électeurs, aient la capacité de mener une politique qu'ils souhaitent sans avoir à assumer des passifs légistes, légaux importants.

**M. le Maire :** On va terminer dans la bonne humeur, Monsieur Guillaud-Bataille. Je ne peux quand même pas vous dire cela, non. On a quand même pris la Ville dans des conditions extrêmement difficiles, avec un retard d'investissement assez important. Mais on ne fera pas ce débat.

Oui, j'en veux pour preuve la piscine de 70 ans, le gymnase de 70 ans, les routes, etc. Donc vu la somme assez astronomique nécessaire à ces investissements, non, on n'a pas pris la Ville dans de bonnes conditions. S'ajoutent à cela, malheureusement personne n'y est pour rien, et nous sommes tous heureux d'être toujours ici, ces deux ans de Covid, les trois-quatre mois supprimés parce que le deuxième tour a eu lieu trois ou quatre mois plus tard, la crise de l'Ukraine. C'est pratiquement sur un demi-mandat qu'il faut faire tout ce que nous avons promis de faire, et nous sommes sur le point d'y parvenir.

Donc je remercie mes collègues élus et surtout les services. Oui, à Choisy-le-Roi. Il y a de très bons agents, et dans les services des personnes efficaces. Je regrette certaines personnes qui vont partir à la retraite, donc il va être très difficile de remplacer vu les contraintes de recrutements, nous l'évoquons tout à l'heure, des collectivités surtout territoriales. À Choisy-le-Roi, à ce niveau-là, il y a beaucoup de personnes qui arrivent et qui vont partir à la retraite. Vous l'avez dit, et je suis d'accord, avec ces règlements, moi, je frémis lorsque le gouvernement dit : « Nous allons simplifier les choses ». Je leur dis surtout : « Ne touchez à rien », puisque lorsqu'ils simplifient, ce n'est jamais devenu aussi compliqué. Effectivement, malgré la qualité réelle aujourd'hui de nos agents et de nos services, et des gens qui s'en occupent, les directeurs et autres que je salue bien bas, il va falloir encore passer un cap au-dessus, où il y a des personnes très à même de tous ces règlements qui nous empoisonnent, et qui souvent se contredisent les uns les autres. C'est

quand même fou. On vient d'en vivre l'expérience avec notre modification du PLU. On modifie pour pouvoir construire et répondre à la demande de logement du gouvernement, et d'autres officines nous disent : « Non, vous ne pouvez pas, parce que cela va altérer la qualité de vie », alors que l'on vient de voter 30 % de pleine terre, des végétalisations, toutes les normes en pointe pour les logements. Il va falloir qu'ils accordent leurs violons. Soit ils nous disent « on ne construit pas », soit ils nous disent « on construit ». Cela fait partie de cette complexité que toutes les communes doivent affronter.

Et je rends hommage à tous les maires, quels qu'ils soient, et il y a un respect entre nous, parce que c'est vraiment difficile, et il faut avoir la passion de sa ville. Ce n'est pas pour rien qu'aujourd'hui, près de 1 000 maires ont démissionné en France. Je ne dis pas cela pour ma paroisse, je l'ai toujours pensé avant, on nous met dans des conditions vraiment difficiles. Sans parler des territoires qui devraient être supprimés, qui ne facilitent pas les choses et qui coûtent, alors qu'ils devaient nous faire économiser. On perd en plus en efficacité et en réactivité, donc il y a tout faux, mais on les maintient. C'est ainsi. On peut se rejoindre sur un certain nombre de choses.

Y a-t-il d'autres réactions sur ce point ? C'est une prise d'acte, ce n'est pas un vote. Pas d'autres réactions là-dessus ?

*Le Conseil Municipal prend acte de la délibération n°15.*

#### **→ 16. Compte rendu des décisions L-2122-22 du Code général des collectivités territoriales**

**M. le Maire :** Y a-t-il des remarques sur ce qui vous est présenté ? Non. Parfait.

*Le Conseil Municipal prend acte de la délibération n°16.*

#### **QUESTIONS DIVERSES**

**Monsieur le Maire :** Monsieur Guillaud-Bataille.

**M. Guillaud-Bataille :** Madame Fourniaud avait annoncé que nous avions deux questions diverses.

**M. le Maire :** On ne m'en a pas fait part.

**M. Guillaud-Bataille :** À votre Directeur de cabinet.

**M. le Maire :** Ah bon ? Écoutez, allez-y. Je ne les ai pas à l'ordre du jour des questions diverses, mais allez-y.

**M. Guillaud-Bataille :** La réunion a dû se tenir le mardi au lieu du lundi.

**M. le Maire :** Non, mais posez les questions. Il y a deux questions, c'est cela ?

**M. Guillaud-Bataille :** Il y a deux questions diverses.

La première, Monsieur le Maire, est une information à notre Conseil municipal puisque nous avons, ici même, voté à l'unanimité un vœu concernant la ligne 185 et son prolongement. Comme je m'y étais engagé, puisque nous l'avons modifié ensemble pour atteindre l'unanimité, j'ai porté au Conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités ce vœu. Sans rallonger mon propos, sachez que, normalement, cela ne se fait pas de mettre une seule



ligne en débat à Île-de-France Mobilités parce que vous imaginez que si tous les élus prenaient chacun le bus au niveau de la Région, on n'en sortirait jamais. On m'a demandé de le retirer, je ne l'ai pas retiré, parce que j'avais pris l'engagement devant vous, et je me sentais tenu par l'unanimité du Conseil municipal, mais il a été rejeté plus par, je dirais, pour ne pas créer de précédent que par volonté de nuire à notre commune ou de ne pas prendre en compte notre demande. Madame la Présidente, Madame Valérie Pécresse, a dit, je cite : « Je vais appeler Tonino ». Donc je n'ai plus eu de nouvelles. Le 20 avril dernier, j'ai reçu une réponse des services d'Île-de-France Mobilités, dont je voulais donner l'information au Conseil, parce que je crois que c'est important. C'est le suivi de notre travail.

Donc, je vous lis cette réponse reçue le 20 avril dernier : « Je suis désolé pour cette réponse un peu tardive au vœu que nous n'avons eu que très récemment. Le sujet évoqué lors de votre vœu sur la desserte de bus de la ligne 185 à Choisy-le-Roi est connu par les services, mais sans que nous puissions correctement échanger avec la commune. Malgré les demandes récurrentes qui étaient faites, les services de la Ville ne sont pas revenus vers nous. La dernière réunion qui a eu lieu sur le Tzen 5, le 6 février dernier, n'a pas permis de présenter les dernières études. La commune n'a pas resollicité Île-de-France mobilité depuis. Nous savons qu'un vœu a été déposé au Conseil municipal du 8 février dernier, mais qui n'a jamais été transmis officiellement à Île-de-France Mobilités ». Je fais un insert, j'ai dit que c'était celui que j'avais déposé. « À noter que la commune ne s'est toujours pas prononcée sur la délégation de compétence du Choisy-Bus, ligne financée par la commune, mais inscrite au contrat RATP Île-de-France Mobilités. Restant à votre disposition... etc., Directeur de cabinet et Secrétaire du Conseil d'Île-de-France communiqué ».

Il me semblait important de donner la réponse qui m'a été faite. Bien entendu, je vous donne cette information, mais, pour ma part, je reste évidemment aux côtés des élus de Choisy pour que nous puissions continuer à pousser et à faire avancer ce dossier. D'autant que vous l'évoquiez tout à l'heure, nous avons eu une réunion hier soir de la CNDP sur l'avenir de l'usine des eaux à Choisy. J'ai bien vu les tracés de travaux, je pense que vous les avez vus aussi. Les travaux qui sont annoncés, les nouveaux travaux qui sont annoncés pour le quartier du Port et les habitants du quartier du Port, il va falloir faire preuve de plus que de simple pédagogie pour qu'un chantier de cette ampleur puisse se passer sans heurts. Évidemment, là-dessus, il faudra être attentif à ce que tous les opérateurs et tous ceux qui peuvent intervenir quelque part, après j'y suis disposé, facilitent les choses. C'était la première question diverse. Est-ce que vous voulez d'abord répondre là-dessus ?

**M. le Maire :** Oui, je veux répondre là-dessus. Effectivement, je confirme, Valérie a appelé Tonino. J'en ai entendu parler effectivement. J'ai appris que mon président au Département était aussi au Conseil d'administration RATP, ce que j'ignorais, et ce qui m'a permis de lui en parler. Nous n'arrêtons pas de solliciter leur réaction, et ce vœu a fait qu'il y a eu des réactions. Maintenant, vous répondre que la Ville ne s'est pas non plus fait entendre depuis, je suis désolé, c'est archifaux. Lorsque je suis allé voir la ville avec qui nous sommes jumelés au Vietnam, je suis tombé sur Monsieur Beudet qui est directeur d'Île-de-France, parce que le président c'est Valérie Pécresse ou l'inverse, je ne sais plus.

**Intervenant :** Il est vice-président du transport.

**M. le Maire :** C'est cela. Même là-bas, je lui en ai reparlé. Je lui ai même dit : « Il faut que j'arrive à Hanoï pour pouvoir te rencontrer et te parler de ce problème dont on t'abreuve d'appels depuis deux ans ». Pour vous dire. Il m'a dit qu'il était au courant et que, de là-bas, il a rappelé Madame Pécresse qui, entre-temps, a appelé le cabinet. Donc, nous en sommes là, ils sont bien au fait de ce problème.

Quant à la non-signature de la pérennisation du Choisy-Bus, pour cause, puisqu'avant de pérenniser, nous attendons de savoir s'ils acceptent de faire une rotation ou deux supplémentaires. Nous sommes en plein dans cette discussion, on ne peut pas se réengager sur la convention actuelle. Je parle avec l'assentiment de Monsieur Bolle qui suit avec moi ce dossier. On attend une réponse de leur part, sinon on va voir par nous-mêmes d'autres solutions. En plus, effectivement, cela devient urgent puisque cette pérennisation, Monsieur Bolle, elle n'avait qu'un an ou je ne sais pas. On a jusqu'à quand avant d'en reparler ? C'est pour un an supplémentaire que l'on a pérennisé ?

**M. Bolle-Dalliah** : Pour ajouter à ces propos, la RATP **est** soumis l'ouverture à la concurrence à décembre 2024. Nous avons nous-mêmes reçu un courrier disant que sans modification ce projet est aléatoire quelque part, donc on ne choisit plus de le poursuivre ou pas, la convention n'est pas poursuivable au-delà de décembre 2024.

Donc effectivement, nous avons entamé un travail d'élaboration parce qu'il faut faire évoluer une fois de plus puisque, depuis que nous sommes arrivés, c'est un service qui ne correspond plus aux attentes et aux aspirations contemporaines. Comme vous le dites, c'est une boucle d'une heure et demie dans la ville, en rotation toutes les demi-heures. Ce n'est pas un transport en commun moderne puisqu'il fait perdre du temps. Je renouvelle le vœu d'une desserte du quartier de la Prairie qui n'est aujourd'hui absolument pas desservi, et c'est pour cela que nous bataillons depuis trois ans pour la ligne 185. Je rappelle qu'avant, il passait sur une partie de la Prairie, qu'il y a un arrêt encore aujourd'hui existant, physique, mais qui n'est plus utilisé, et nous attendons cette réutilisation.

Nous sommes effectivement extrêmement proactifs, et je m'inscris totalement en faux avec la réponse que la Région vous a faite, parce qu'encore une fois, depuis trois ans, à chaque fois que nous sommes en réunion, en discussion avec les services, notamment le Directeur général des services techniques, nous abordons tous ces éléments et nous sommes toujours dans une perspective d'étude d'une prolongation du 185 vers la prairie.

J'ai en mémoire le nombre de courriers qu'a rédigé M. le Maire à l'attention de Madame Péresse et à l'attention de Monsieur Beudet. Ils ne sont jamais venus sur le terrain. Monsieur Beudet ne s'est jamais déplacé malgré l'interpellation de la commune particulièrement à venir voir sur le terrain la réalité. Évidemment, on ne peut qu'être surpris de la réponse de la Région, mais je vous remercie d'avoir porté et d'avoir tenu votre parole, Monsieur Guillaud-Bataille. Je serais ravi d'en échanger et de vous donner tous les tenants sur l'ensemble des éléments qu'on a mis en place pour donner plus de matière au point.

**M. le Maire** : J'ajouterai que nous avons entamé un vrai bras de fer, puisque nous nous sommes opposés à ratifier un changement d'endroit pour le terminus tant qu'ils ne nous auraient pas répondu sur cette question. Ils n'en ont rien à faire, ils ont laissé leur terminus. Il va falloir que l'on revoie la question, parce que c'est quand même dangereux là où il est. C'est quand même incroyable.

Donc avant l'échéance de 2024, il va falloir que l'on trouve une solution qui ne passera peut-être pas à ce moment-là par la RATP. On ne peut pas laisser les personnes. Il faut au moins deux tournées supplémentaires à des heures bien spécifiques dont le besoin se fait ressentir.

On va en rester là sur cette question diverse, puisque nous aurons l'occasion d'en reparler, puisque je dirais « le combat continue » pour se faire entendre, dans l'intérêt général des Choisyennes et des Choisyens en général, puis des habitants de la Prairie plus particulièrement que j'ai rencontrés encore récemment.

La deuxième question, c'était ?

**M. Guillaud-Bataille :** Pour le coup, je veux juste avoir un échange parce que dans vos réponses, vous parlez beaucoup de la région et beaucoup de Monsieur Beaudet, mais il semble que Monsieur Beaudet est vice-président des transports à la région. Il n'est plus au bureau d'Île-de-France Mobilités. Or, ceux qui gèrent les lignes et les contrats RATP, c'est Île-de-France Mobilités. C'est pour cela qu'en vous écoutant, je me dis qu'il faut que l'on échange pour que l'on trouve les bons tuyaux ensemble pour aboutir.

La deuxième question qui d'ailleurs ne va pas concerner Monsieur Beaudet, c'est faire part ici d'une vraie inquiétude montante, importante, et sur laquelle il nous faut, je crois, que la commune se mette en alerte particulièrement dans les semaines et les mois qui viennent, et c'est une question de circulation dans notre ville.

Les constructions sont en train de pousser et de s'achever à Villeneuve-Saint-Georges et à Villeneuve Triage. Elles sont assez nombreuses, je pense à celles de l'entrée de ville. Mais on sait qu'il y a aussi celles qui sont construites sur l'emprise SNCF dans le cadre de Villeneuve demain. Tout cela va amener évidemment, malheureusement c'est encore le choix et l'équipement des ménages, je vous le dis, énormément de véhicules individuels supplémentaires qui n'ont pour seul point de sortie, point de circulation, que la RD 38. Soyons honnêtes ici autour de cette table, il est bien évident qu'ils font plutôt le choix de se diriger vers le pont de Choisy plutôt que vers la pointe de Villeneuve Triage pour rejoindre l'A 6 en l'état.

Je voulais tirer la sonnette d'alarme. Il y a une grande inquiétude dans le quartier à voir arriver tout cela. C'est un endroit qui est particulièrement touché, où il y a de plus en plus d'embouteillages. Il faudra d'ailleurs interpellier les opérateurs parce que pour le 182 et le bus A, il y a un moment où l'engorgement va aussi venir dégrader tout simplement la circulation du transport collectif. Qui dit dégradation du transport collectif, dit malheureusement un cercle vicieux qui s'installe, sur lequel il faut être, je crois, très vigilant.

Nous avons, je crois, une opportunité, Monsieur le Maire et chers collègues, c'est que le contrat de plan État-Région doit être négocié dans les mois qui viennent, et doit intervenir à la fin de l'année. Je crois qu'il est vital pour notre commune. Je dis « vital » évidemment pour les habitants des Gondoles Sud, et du quartier des Gondoles. Vital aussi pour l'air que nous respirons parce que là on parle de dizaines et de centaines de véhicules/jour au bout du bout, quand on met bout à bout les logements prévus. Donc il faut absolument que nous posions la question, que des études soient menées dans le cadre du prochain contrat de plan État-Région pour notre commune, qui permette à Villeneuve Triage d'avoir un autre dégagement que la RD 38, un dégagement qui l'amène sur la nationale qui longe Valenton et Villeneuve-Saint-Georges, faute de quoi nous allons nous retrouver dans une situation d'embolisation de l'avenue de Villeneuve-Saint-Georges, du quartier des Gondoles.

Madame Sasu pourrait le dire, il y a eu un débat très intéressant sur la circulation interne des Gondoles, mené par les habitants et avec les habitants, mais où ils font des choix, il y a des expérimentations qui vont être mises en place à la suite du dernier Conseil de quartier. Mais, je me suis permis de dire dans ce Conseil de quartier, mais là, en tant qu'habitant et en tant que riverain, c'est que tant que l'on ne se posera pas cette question de la RD 38, de l'avenue de Villeneuve-Saint-Georges et d'un autre dégagement pour les habitants de Villeneuve Triage, on se reverra tous les ans pour reparler de la circulation comme cela dans les Gondoles, parce que ce sera quelque chose d'insupportable pour les habitantes et les habitants.

Je voulais poser cette question parce qu'il y a une inquiétude qui monte et que cela parle de plus en plus dans le quartier parce qu'on voit bien le chantier qui est en train de se finir, et que les habitants ne devraient pas tarder à arriver à force. Il me semble que c'est maintenant, notamment parce qu'il y a ce contrat de plan État-Région qui doit financer des études, notamment lourdes comme celles dont je parle qui va s'ouvrir, et sur lequel je crois qu'un Conseil municipal peut et doit même pouvoir s'engager toutes et tous sur le fait que, là, il y a quelque chose à faire. Sinon, on va être dans un sacré pétrin.

**M. le Maire :** Monsieur Guillaud-Bataille, tous les précédents maires de Choisy-le-Roi se sont posé cette question. C'est une bataille de 40 ans, bien sûr, et cela fait 40 ans que cette demande est faite. Que nous continuons à porter l'affaire. Nous avons cru, et souvent le prédécesseur arrivait à des fins parce qu'il y avait un semblant de déviation qui allait être acceptée, enfin presque. Nous croyions qu'il allait y avoir un début de site pilote, tout a été bloqué et il n'y a rien eu du tout. Bon.

Personnellement, je suis d'autant plus inquiet puisqu'actuellement, il y a les travaux sur le pont de Villeneuve-le-Roi, qui est fermé dans un sens. Bien sûr, on récupère sur la RD 38. Je me suis posé la question par rapport à mes attributions puisque pendant un moment le maire de Villeneuve-Saint-Georges ne voulait pas, et je crois que les camions ne peuvent pas emprunter le point Wilson. Très bien. Moi, je vais interdire la circulation des poids lourds et des camions sur la RD 38. C'est tout, puis je vais faire un arrêté. Écoutez, à un moment, à force de se poser des questions, il faut avoir des réponses. On doit aussi faire des choses, et *a priori* j'en aurais le droit. Je peux vous promettre que si j'en ai le droit, je signe un arrêté et la circulation sur la RD 38 des camions sera interdite. Ni dans un sens ni dans l'autre, cela va poser un problème au préfet. Bon, il va falloir qu'il me trouve la solution.

Non, mais on en est là. On est à Rungis, on a tout cela, c'est infernal les camions. Je sais que mes prédécesseurs se sont battus, et je me suis battu avec certains d'entre eux parce que là-dessus c'est vital, comme vous le dites. C'est d'intérêt général pour tous les habitants de Choisy-le-Roi, donc on va reposer la question encore, bien sûr. Encore une fois, comme on disait souvent, il y a combien de ponts à Paris ? Bien sûr, c'est Paris. Combien on en a entre Paris et Choisy-le-Roi ? Je crois qu'il n'y en a qu'un ou deux. Je ne sais plus. Voilà le déséquilibre, et on peut le multiplier à l'infini sur plein de choses entre le traitement qui est fait à la banlieue et...

Mais sur ce sujet, bien sûr, on se pose la question. Quand même il y a des notes positives, il y a eu un excellent travail qui est fait pour les travaux à l'avenue Technicentre, en concertation avec la SNCF. Ils devaient évacuer les travaux par barge. On a demandé cela, ce qu'ils ont accepté. En plus, ce qu'il nous a été annoncé, c'est que finalement, ils ont trouvé une solution, la livraison des matériaux se fera aussi par barge. Cela nous vaut pas mal de camions en moins et, tous ensemble, la population et nous, avons obtenu le fait qu'ils aient construit une centrale à béton sur place. Ce qui, là, évite aussi le passage de beaucoup de toupies, parce que ce centre va donner naissance à près de 500 emplois et qu'il va complètement rénover. C'est ce qui est annoncé, et j'ose espérer que c'est le cas, mais bon, si c'est moins, mais il y aura des créations d'emplois quand même. De toute façon, il était nécessaire de le faire vu la vétusté.

C'est comme pour l'usine des eaux. Effectivement l'électricité, que le projet se fasse ou pas sur les membranes, de toute façon, il était acté depuis longtemps qu'il fallait revoir tout le circuit électrique, etc., et que, malheureusement, je pense que nous n'échapperons pas à ces travaux, et il va falloir là aussi être attentifs. C'est indépendant du projet d'eau pure, à moins qu'ils trouvent une autre solution parce que le seul point d'accroche, il est à Chevilly-Larue. Est-ce qu'il ne serait pas moins cher d'en créer un autre sur place, etc. ? C'est la question à poser à RTE. Nous verrons bien.

Nous reparlons de toutes ces choses. Mais oui, la RD 38, même Madame Luc en son temps, qui est un temps certain, je lui reconnais qu'elle s'est bien battue là-dessus. C'est 40 ans de bataille. Sans vouloir... On va continuer. Il faudra bien qu'un jour les gouvernements successifs se préoccupent plus du quotidien des habitants que de la grande gloire que doit avoir un pays. La plus grande gloire d'un gouvernement c'est que ses habitants se sentent bien là où ils habitent.

**M. Guillaud-Bataille :** Je sais que cela fait des dizaines d'années, bien évidemment, mais il y a cette opportunité avec cette opération à faire dans Villeneuve demain.

**M. le Maire :** C'est une opportunité qui se présente.

**M. Guillaud-Bataille :** C'est une opportunité parce qu'il y a les travaux à un endroit où vous avez dit que l'on ne pourrait jamais passer. Là, ils sont en train de passer. Donc, ce que je veux dire c'est qu'il faut saisir cette opportunité qui, pour nous, est historiquement créée, puisqu'avant c'était un lieu SNCF et personne n'avait le droit de venir.

**M. le Maire :** Tout à fait. Il y a des élections sénatoriales. Les sénateurs sont nos représentants. On va leur demander ce qu'ils comptent faire avant septembre, avant de voter.

Merci, bonne soirée.

*La séance est levée à 21 h 36.*